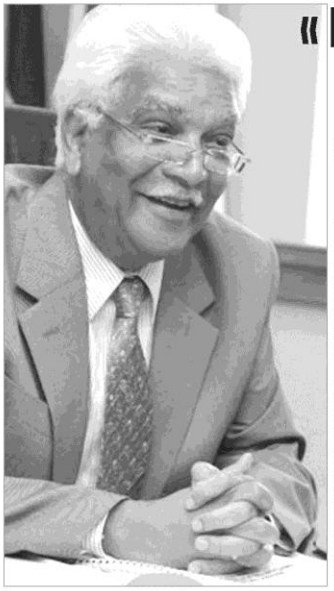
Revue de presse
Articles publiés entre le 18 novembre et le 24 novembre 2013

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Interview du SG de la COI.....2
Economie.....3
Genre.....9
Pêche.....18
Santé.....28
Piraterie maritime.....43
Agriculture.....45
Environnement.....48
Education.....49
Développement durable.....52

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

……Interview du Secrétaire Général de la COI



« Il n'y aura pas de télévision privée à Maurice, il y en a à Madagascar »

Jean Claude de l'Estrac, Secrétaire général de la Commission de l'Ocean Indien (COI) nous parle, dans l'interview de cette semaine, du rôle et des grands chantiers annoncés depuis sa nomination à la tête de la Commission tels que l'amélioration de la connectivité entre les îles dans cette partie du monde avec la mise en place d'une ligne maritime régionale et la création d'une compagnie aérienne régionale. Il aborde également le volet politique concernant surtout les élections tenues dans la Grande Ile, le 25 octobre dernier. Cela est, affirme-t-il, « signe annonciateur d'une volonté de tous les Malgaches de renouer avec la stabilité politique, sociale et économique ». Entre autres sujets d'actualités, Jean Claude de l'Estrac nous livre aussi son point de vue sur une télévision privée nationale, les radios privées et l'influence des médias à Maurice.

Mauritius Times : Vous disiez lors de la cérémonie de passation des pouvoirs entre le Secrétaire général sortant de la COI - Callixte d'Offay - et vous-même, que vous souhaiteriez valoriser le rôle et les multiples activités de la Commission de l'Océan Indien et les rendre « plus lisibles, plus visibles, plus audibles ». L'homme des médias que vous avez été saura atteindre ces objectifs de visibilité, mais qu'en est-il des grands chantiers annoncés alors tels que l'amélioration de la connectivité entre les îles avec la mise en place d'une ligne maritime régionale et la création d'une compagnie aérienne régionale ?

Jean Claude de l'Estrac : J'ai toujours pensé que ce qui n'a pas été réalisé durant la première année d'un mandat ne le sera pas. C'est pourquoi dès ma prise de fonctions, nous nous sommes attelés à avancer vite sur le chantier de la connectivité.

Sur le plan de la desserte maritime, nous avons organisé plusieurs ateliers de travail réunissant les représentants des gouvernements de nos pays membres et ceux du secteur privé, notamment les transporteurs maritimes régionaux. Aujourd'hui la mise en place d'un système de cabotage maritime régional n'est contestée par personne. Nous en sommes à discuter du comment.

Je reviens d'un voyage en Chine où j'ai rencontré les hauts représentants du très grand groupe maritime chinois, COSCO qui a réitéré son intérêt. D'autres groupes sont tout aussi intéressés. Je rencontre la semaine prochaine le nouveau secrétaire financier de Maurice pour lui remettre un dossier sur la question.

L'approche que nous préconisons est collective même si en définitive le choix du port d'éclatement régional sera largement décidé par le ou les opérateurs privés intéressés. Il faut faire vite, la tendance mondiale dans le secteur du transport maritime pourrait marginaliser l'Indianocéanie. La concurrence des ports de la façade est-africaine doit nous amener à agir de manière concertée, à placer l'Indianocéanie sur la carte mondiale des échanges, particulièrement entre l'Afrique et l'Asie, et à créer un espace régional cohérent, desservi par un système de cabotage régional.

Je rappelle que ce projet sera d'autant plus porteur lorsque Madagascar exploitera pleinement son potentiel agricole. La Grande Ile peut fournir les volumes nécessaires à l'entrée en opération d'une compagnie maritime régionale.

*** Et sur le plan de la connectivité aérienne ?**

Cette question est directement liée à la compétitivité de la région et de son industrie touristique en particulier. Notre région n'attire que 2 millions de touristes sur 500 millions de voyageurs qui prennent l'avion dans le monde. C'est infime et préoccupant compte tenu du potentiel. Tous les acteurs qu'ils soient de l'aviation civile, du tourisme et des industries d'exportation, partagent le même avis : le statu quo n'est pas une option. Je rappelle néanmoins que la COI ne décide pas : nous avons fait l'inventaire des options, nos Etats devront se décider. Partout ailleurs dans le monde de l'aviation commerciale, on parle d'alliances, de partenariats, de fusions. A l'inverse, dans l'Indianocéanie, le contre-modèle qui prévaut est celui d'une offre morcelée, d'une compétition dangereuse pour l'économie régionale entre des petites compagnies nationales fragiles sur des marchés restreints. Les petites embellies épisodiques ne doivent pas nous inciter à « bouz fix ». De toute façon, nous pensons que la stratégie aérienne de nos pays membres ne devrait pas être dictée par les intérêts de court terme de leurs compagnies aériennes.

Dans le sillage du symposium international que nous avions organisé au mois de mai, nous préparons à l'attention des décideurs un document, « *Les ailes de l'intégration* », qui fait le point sur la question.

*** Il y a aussi la connectivité numérique…**

En effet. Nous venons de tenir une conférence régionale les 23 et 24 octobre 2013 avec les professionnels du secteur, les représentants des partenaires de développement, les régulateurs et représentants de nos pays membres. Plusieurs études montrent qu'une augmentation de 10% de la pénétration des services de large bande passante au sein de la population se traduit par un gain de croissance de +1,4%. Il ne fait donc aucun doute que la marginalisation numérique de l'Indianocéanie affecte et affectera de plus en plus l'économie régionale si l'infrastructure n'est pas améliorée et surtout si la qualité n'est pas rehaussée. Nos pays progressent, mais pas suffisamment. Voyez les pas de géant que fait par exemple un pays comme le Kenya. Nous sommes en pourparlers avec l'Union européenne qui, dans sa stratégie d'aide au développement sous le 11e FED, fait de la connectivité numérique une priorité. Nous comptons fortement sur son soutien.

*** On ne peut certes nier la complexité de l'enjeu visant à améliorer la connectivité entre les îles. Diriez-vous toutefois que ces idées font leur chemin et qu'il existe déjà un large consensus politique au niveau des Etats membres en faveur de ces projets ?**

Oui, ces idées font indéniablement leur chemin. Les décideurs sont, je crois, sensibles aux arguments avancés par la COI. Cela dit, nous devons encore convaincre de la plus-value de l'approche collective. Il faut composer avec les intérêts particuliers des Etats, des entreprises publiques. Comme je vous le disais, la COI propose, elle est un facilitateur, un catalyseur. La décision revient aux Etats. L'erreur serait de continuer, chacun de son côté, à chercher à se dépêtrer de ses problèmes, c'est malheureusement ce qui est en train de se passer en matière de desserte aérienne.

*** Il y a également les questions par rapport à la stabilité régionale et le règlement de la crise malgache qui sévit depuis 2009 et qui affecte la population et tout le tissu socio-économique de la Grande Ile. Le processus de sortie de crise à Madagascar est-il, selon vous, en bonne voie ?**

Ce processus a été long et difficile mais les Malgaches, avec le soutien de la communauté internationale, ont réussi à dépasser les points de blocage. A ce titre, la COI a joué un rôle constructif et dynamique, reconnu par les parties malgaches et la communauté internationale. Par exemple, la restructuration de la Cour électorale spéciale, suite à la validation des candidatures contestées, est une idée émise par la COI, et acceptée par les parties malgaches car elle repose sur le strict respect des lois du pays.

Globalement, le premier tour des élections du 25 octobre dernier s'est bien passé. Ce scrutin a été fiable, crédible et transparent. C'est le signe annonciateur d'une volonté de tous les Malgaches de renouer avec la stabilité politique, sociale et économique. Certes, des faiblesses ont été notées et le second tour devra permettre d'y remédier. La COI, comme au premier tour, enverra une délégation d'observateurs.

> *« Mon modèle est toujours le même au grand dam de mes amis démocrates. Je continue à penser que pour un pays comme le nôtre un dirigisme éclairé à la Lee Kwan Yew n'aurait fait de mal à personne. Mais cela doit aussi correspondre à des valeurs partagées par tous. La réussite de Singapour repose sur un ensemble de valeurs fondamentales… Ces valeurs suivent deux principes forts : la primauté de l'intérêt général et la discipline. Qui est contre ?… »*

> *« Plusieurs études montrent qu'une augmentation de 10% de la pénétration des services de large bande passante au sein de la population se traduit par un gain de croissance de +1,4%. Il ne fait donc aucun doute que la marginalisation numérique de l'Indianocéanie affecte et affectera de plus en plus l'économie régionale si l'infrastructure n'est pas améliorée et surtout si la qualité n'est pas rehaussée. Nos pays progressent, mais pas suffisamment… »*

Madagascar est une chance pour l'Indianocéanie. A lui seul, ce pays concentre 90% des terres agricoles et 95% de sa population composée majoritairement de jeunes de moins de 20 ans. Le potentiel malgache est indéniable je crois que nous ne mesurons pas suffisamment quelle chance serait pour un pays comme Maurice une Grande Ile stable et en développement.

*** Au-delà de la réalisation des ambitions d'intégration régionale des pays membres de la COI, il existe un consensus à Maurice tant parmi les décideurs politiques qu'au sein de la communauté des opérateurs économiques en vue de favoriser la régionalisation et une extension des frontières économiques de Maurice en Afrique, cela en raison des incertitudes et vicissitudes de la crise dans la zone euro. Quelle opinion faites-vous des initiatives mauriciennes dans ce contexte ?**

Maurice, comme les autres pays ACP membres de la COI (Comores, Madagascar et Seychelles, *NdlR*), est membre du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) et/ou de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Il est tout à fait naturel que nos pays membres voient dans l'Afrique en croissance un potentiel de développement exogène.

Je vois cependant quelques facteurs qui pourraient limiter cette expansion. Les marchés d'Afrique orientale et australe, et même au-delà, sont contrastés. La classe moyenne africaine est encore en voie de structuration. La concurrence chinoise, indienne, brésilienne, turque aussi, en plus de la présence de longue date des opérateurs européens et américains, est aussi un élément à prendre en compte. Et surtout, il existe peu de lignes aériennes directes avec le continent. Ces liaisons sont globalement chères et obligent de passer par des hubs tels que Dubaï ou Johannesburg.

Au fond, malgré le potentiel de croissance en Afrique pour les entreprises mauriciennes, l'Europe restera pour quelques années encore le principal marché. Mais quelques niches ici et là suffiront à notre bonheur.

*** Le potentiel de croissance du continent africain ne peut être négligé, et certains pays dont Maurice, vont sans doute favoriser l'agenda régional. Pensez-vous que les initiatives, au niveau de la COI, en faveur de l'intégration régionale vont éventuellement aider à soutenir cet agenda régional ? Comment ?**

L'intégration régionale de l'Indianocéanie est un passage obligé. Notre géographie conditionne nos ambitions. Comment s'arrimer de manière compétitive à l'Afrique si notre sous-région insulaire et océanique n'est pas intelligemment intégrée ? La priorité que nous avons donnée à la connectivité va justement dans le sens d'une intégration de l'Indianocéanie à l'Afrique orientale et australe en croissance, et aussi dans le sens d'une insertion durable de nos économies dans la mondialisation.

L'Indianocéanie est une région océanique. La problématique infrastructurelle ne se pose pas toujours de la même manière dans nos pays membres et dans les pays continentaux. Le désenclavement de nos économies et l'amélioration de la compétitivité régionale passent avant toute chose par une redéfinition de la connectivité régionale.

*** Vous aviez aussi plaidé en juillet 2012 en faveur d'une chaine de télévision régionale — « une plateforme d'échanges culturels et économiques, le forum où les peuples de l'Indianocéanie se parlent à eux-mêmes et s'adressent au monde». Où en est-on ? La diffusion de « news » ne poserait pas de problème, n'est-ce pas ?**

Une télévision régionale serait un formidable outil d'intégration régionale car c'est par la communication que nos peuples apprendront à mieux se connaître et à développer un sentiment d'appartenance fort à l'Indianocéanie. Elle serait aussi une vitrine pour nos talents, nos entrepreneurs. Ce sera le moyen par lequel les peuples de l'Indianocéanie se parlent mais aussi parlent au monde. En matière de promotion d'intégration régionale, je ne connais pas d'outils plus puissants.

C'est bien entendu un projet complexe mais nous avançons. Nous sommes toujours en train d'analyser diverses options. A la demande de nos Etats, nous avons commandité une étude complémentaire. Il y a des options privées, mais il est tout aussi possible qu'une station de service public de l'un des Etats membres porte le projet avec le soutien de la COI. D'ici trois mois, nous serons définitivement fixés.

*** Le Secrétaire général de la COI, qui a été homme des médias durant de longues années, se fait sans doute une opinion sur ce qui sera autorisé et ce qui ne le sera pas sur la télévision privée annoncée dans le dernier budget de la République de Maurice ?**

Dans ce qui est proposé, je ne vois pas du tout l'émergence d'une télévision privée. Une télévision privée n'existera que lorsqu'elle aura démontré sa rentabilité financière, elle-même tributaire de l'audience qui lui apportera des revenus publicitaires. Vous savez, nous sommes en train de parler d'un investissement de Rs 500 millions. Ce n'est pas gagné compte tenu de notre marché étriqué. Et dans l'état actuel du marché mauricien, seule une chaîne capable de concurrencer MBC 1, notamment dans le domaine de l'information et des affaires courantes peut espérer survivre.

Il n'y a pas de demandes pour des chaînes thématiques de divertissement largement comblées par les chaînes satellitaires et par les nombreuses chaînes de la MBC. Les téléspectateurs mauriciens ne cherchent pas plus de sport ou plus de divertissement, l'offre est déjà pléthorique. Les bouquets satellitaires font des offres de qualité à moins de Rs 1 000 par mois. La MBC, quant à elle, a étoffé sa programmation qui répond aux attentes des amateurs de sport et de divertissement. C'est donc au niveau de l'information que la question se pose. Je dirais même qu'elle se pose surtout sur le plan de la démocratie.

Une télévision privée nationale doit pouvoir propo-ser, en regard de la MBC, une information, indépendante, innovante dans le format. Réponse courte : il n'y aura pas de télévision privée à Maurice, il y en a à Madagascar…

*** Traditionnellement, c'est surtout à la télévision que l'on attribue un grand pouvoir d'influence. Et c'est très probablement la façon dont l'information est traitée par les radios privées qui rendrait les politiques frileux par rapport à la diffusion des « news » par une éventuelle télévision privée. Qu'en pensez-vous ?**

C'est un fait : les radios privées ont conduit à une libération de la parole et elles sont un instrument de la vie démocratique. Il faut apprendre à vivre avec même si ce qu'elle nous apprend chaque jour sur la culture civique des Mauriciens devrait nous préoccuper. Mais elle a fonction d'exutoire, il faut la prendre comme telle.

Le problème n'est pas tant la façon dont l'information est traitée par les radios privées, comme vous dites, mais surtout le fait que les hommes politiques ont encore du mal à s'adapter à l'outil et à développer des stratégies de présence et de riposte. Ils croient que la communication, c'est une conférence de presse rituelle, trente minutes tous les sept jours… alors que nous sommes dans l'ère de l'info en temps réel.

La télévision c'est encore autre chose. C'est l'image, et l'image c'est le capital le plus important que possède l'homme politique. L'image a un grand pouvoir, les hommes politiques le savent et quand ils en ont le moyen ils n'hésitent pas à vouloir le contrôler quitte à faire des entorses à la démocratie. Il n'y a pas encore dans nos jeunes et imparfaites démocraties la notion de service public que l'on voit honorer dans les démocraties matures.

*** Quelle opinion faites-vous de l'influence des médias privés et de la MBC sur l'opinion publique dans le contexte mauricien avec ses spécificités propres au pays ? Pensez-vous que les politiciens se font une appréciation juste de l'influence des médias ou ont-ils tort de surestimer sa capacité d'orienter les choix politiques des Mauriciens et de nuire à leurs intérêts?**

Quel que soit le ou les partis politiques au pouvoir, les médias indépendants essuient systématiquement des attaques. La presse libre remplit sa mission non pas lorsqu'elle se contente de répercuter ce qui a été dit mais en cherchant à savoir ce qui ne l'a pas été, en mettant en perspective l'information. Dans les écoles de journalisme, on apprend que l'information c'est ce que quelqu'un quelque part nous cache. Ce n'est pas une posture susceptible de plaire aux politiques. Mais ce n'est pas moi qui prétendrai pour autant que la curiosité journalistique est une arme à tuer les politiciens. Je les vois vivants et bien portants.

> *« Une télévision privée n'existera que lorsqu'elle aura démontré sa rentabilité financière, elle-même tributaire de l'audience qui lui apportera des revenus publicitaires. Vous savez, nous sommes en train de parler d'un investissement de Rs 500 millions. Ce n'est pas gagné compte tenu de notre marché étriqué. Et dans l'état actuel du marché mauricien, seule une chaîne capable de concurrencer MBC 1, notamment dans le domaine de l'information et des affaires courantes peut espérer survivre … »*

> *« La MBC, quant à elle, a étoffé sa programmation qui répond aux attentes des amateurs de sport et de divertissement. C'est donc au niveau de l'information que la question se pose. Je dirais même qu'elle se pose surtout sur le plan de la démocratie. Une télévision privée nationale doit pouvoir proposer, en regard de la MBC, une information, indépendante, innovante dans le format… »*

*** Une télévision privée nécessitera de gros investissements à hauteur de plusieurs dizaines de millions de roupies venant principalement des financiers privés. Il y a déjà certains groupes dans le business qui ont montré un certain intérêt dans la presse. Estimez-vous réel le risque que les différents médias peuvent être instrumentalisés par des groupes très puissants dans le monde des affaires qui essayeront de « se faire entendre dans l'espace public, non seulement pour diffuser leur discours, mais aussi pour récolter des gains et autres rentes financières, » etc. ?**

Et alors ? Faire entendre leurs discours matin, midi et soir serait la prérogative des seuls princes qui nous gouvernent ? Sous quel régime ? En vertu de quel principe ? Pourquoi ceux qui pourraient avoir un discours autre n'auraient pas le droit de le faire entendre ? Et pourquoi n'auraient-ils pas le droit de proposer un produit que le consommateur-téléspectateur aurait le loisir de prendre ou de ne pas prendre ? Je n'ai qu'une exigence : la transparence. Nous avons le droit de savoir qui nous propose quoi. Et de décider ensuite librement.

*** … les gauchistes diront que c'est la démocratie qui sera ainsi prise en otage par le 'big business' ?**

Les gauchistes ne disent plus rien, ils sont inaudibles…

*** « Les marchands ambulants gouvernent Maurice »… cela résume en quelques mots le sentiment d'un bon nombre d'internautes sur les réseaux sociaux en ce qui concerne l'affaire des marchands ambulants, un problème qui perdure de manière intolérable depuis des années. Ni les municipalités ni le gouvernement ne semblent vouloir prendre le taureau par les cornes. L'ancien maire de la Municipalité de Beau Bassin-Rose Hill dira que les hommes politiques – de tous bords – sont eux-mêmes « part of the problem » dans ce cas particulier et dans bien d'autres circonstances ?**

C'est un énorme scandale. Depuis vingt ans, à chaque rendez-vous, l'électoralisme étouffe le courage politique.

*** Si je ne me trompe pas, vous disiez à l'époque que Maurice a grandement besoin d'un « gouvernement fort », du moins d'un leadership national fort qui n'est pas pris en otage par quelques lobbies ou même ses élites et qui puisse donc aller plus loin, plus vite, plus fort dans les travaux de construction de notre avenir. On ne parle pas de dictature, mais faut-il pour cela d'un système représentatif qui puisse permettre l'émergence des hommes valables de diriger un tel gouvernement ?**

Je n'ai pas changé d'avis. Et mon modèle est toujours le même au grand dam de mes amis démocrates. Je continue à penser que pour un pays comme le nôtre un dirigisme éclairé à la Lee Kwan Yew n'aurait fait de mal à personne. Mais cela doit aussi correspondre à des valeurs partagées par tous. La réussite de Singapour repose sur un ensemble de valeurs fondamentales, appelée « asiatisme », qui a intrigué le leadership de Lee Kwan Yew. Ces valeurs suivent deux principes forts : la primauté de l'intérêt général et la discipline. Qui est contre ?

Economie

l'express du mercredi 20 novembre 2013 • www.lexpress.mu • PAGE 13

ONOMIE

11E FED

30,5 Mds d'euros aux États ACP et aux organisations régionales



Le FED aidera les organisations régionales à s'attaquer à des dossiers prioritaires tels que la gestion des pêches.

C'EST à l'issue de la réunion qui se tiendra du 2 au 6 décembre à Bruxelles que le montant du onzième Fonds européen de développement (FED) sera connu. D'ores et déjà, on annonce une somme de 30,5 milliards d'euros destinés aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et aux organisations régionales (OR).

Les organisations régionales de l'Afrique orientale et australe ainsi que de l'océan Indien (AFOA-OI) ont déjà adopté une position commune sur les lignes directrices du onzième FED lors des réunions de consultation des secrétaires généraux des OR organisées du 11 au 14 novembre.

L'Union européenne (UE) compte adopter une nouvelle approche par rapport au onzième FED. Celui-ci s'articule autour d'une enveloppe globale dont le montant n'a pas encore été défini, de l'identification de trois secteurs de coopération et enfin de la mise en place d'un comité de haut niveau chargé de définir les priorités du Programme indicatif régional (PIR) et d'assurer la mise en œuvre des programmes financés.

RESSOURCES NATURELLES

Interrogé sur la question, le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean-Claude de l'Estrac, a situé l'importance de ce onzième FED par rapport aux financements de projets arrêtés. Le FED, dit-il, a prévu trois sous-enveloppes qui visent, entre autres, à appuyer la mise en œuvre des programmes des organisations régionales, dont la COI, en fonction de leur plan de développement stratégique respectif ; à financer des infrastructures, notamment par le biais de financements innovants et enfin à s'attaquer aux priorités interrégionales nécessitant généralement une coordination entre plusieurs OR, dont la gestion des pêches, celle des océans ou encore la sécurité maritime.

Quant à l'enveloppe globale, elle se chargera de soutenir les initiatives dans trois secteurs stratégiques, soit l'intégration économique et régionale et la gestion des ressources naturelles.

Par ailleurs, pour chapeauter la mise en œuvre des programmes financés sous le onzième FED, un nouveau mécanisme de gouvernance sera mis en place.

Pour le secrétaire général de la COI, le onzième FED devrait permettre à la vaste région de l'AFOA-OI de relever les défis de la croissance durable et inclusive en s'appuyant, entre autres, sur des projets ayant trait aux infrastructures. Il revient en effet que 40 % à 50 % de l'enveloppe régionale du FED devraient être allouées aux infrastructures. Ces financements seront complétés par d'autres fonds issus notamment du secteur privé, ce qui constitue un mécanisme innovant dans l'aide au développement.

MCCI COI

Alwatwan du 18/11/2013

Concours jeunes entrepreneurs de la Coi

Le finale nationale a eu lieu vendredi à l'Uccia

La finale nationale du Concours jeunes entrepreneurs de l'Océan indien, organisé par Synergie-jeunes, s'est déroulée vendredi dernier dans les locaux de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (Uccia).

Le processus de sélection des projets avait retenu dix jeunes porteurs de projets d'entreprises, dont trois de Ndzuwani et trois de Mwali, plus quatre de Ngazidja, sélectionnés à partir du programme *«Oser entreprendre»*.

Selon Choukrane Said, secrétaire général de Synergie-jeunes de l'Océan indien, d'autres critères étaient pris en compte, notamment la maitrise de la langue française, la portée des projets à répondre aux besoins du pays en matière de création d'emploi et de respect de l'environnement, l'originalité, la viabilité, la qualité du projet et la pertinence de son business plan, mais aussi la clarté et la qualité de la présentation.

Les projets en compétition étaient relatifs à l'industrie agroalimentaire, au tourisme et aux nouvelles technologies, notamment.

Les finalistes originaires de Ndzuwani et Mwali ont passé leurs entretiens par téléphone, depuis les sièges des chambres de commerce de leurs îles respectives.

Le jury national de six personnes, présidé par Hamidou Mhoma, patron de Graphica-imprimerie, a été appelé à s'entretenir avec chacun des dix candidats finalistes, parmi lesquels une seule femme, pour retenir les deux meilleurs projets qui participeront à la finale régionale de l'Océan indien prévue à Maurice, le 11 décembre prochain. Il y aura, en tout, une dizaine de concurrents à raison de deux candidats par Etat membres de la Commission de l'Océan indien. A en croire Choukrane Saïd, les dix finalistes qui seront en compétition à Maurice, devant un jury qui sera présidé par le secrétaire général de la Coi, auront des primes suivant leur ordre de mérite.



«Attention spéciale»

La spécificité du concours de Synergie-jeunes c'est que les lauréats n'auront pas à rembourser les financements de leurs projets, contrairement au programme *«Oser entreprendre»*.

Le jeune Mahamoud Ali Ahmed, finaliste et porteur d'un projet relatif aux nouvelles technologies, a confié que *«de telles initiatives sont une bonne chose car elles ne pourront que booster l'économie nationale et encourager les jeunes à entreprendre et à ne plus dépendre uniquement du secteur public»*.

L'association Synergie-jeunes, créée en avril dernier aux Seychelles avec l'appui de la Coi et de l'Union européenne, qui finance par ailleurs le concours à hauteur de cinq millions d'euros, est une plateforme régionale des jeunes entrepreneurs de l'Océan indien. Elle a vu le jour pour *«mettre en rapport et multiplier l'importance des jeunes entrepreneurs afin de participer à l'émergence d'une indianocéanaie entreprenante, innovante et basée sur la coopération»*, a ainsi martelé Said Choukrane.

Avec une population de 25,5 millions d'habitants, dont la majorité est âgée de moins de 20 ans, la Coi compte ainsi lutter contre le chômage, surtout chez les jeunes d'où cette initiative visant à faciliter l'entrepreneuriat.

Choukrane Saïd a, d'ailleurs, cité les propos de Jean-Paul Adam, ministre seychellois des Affaires étrangères, qui déclarait, à l'issue de l'assemblée générale constituante de Synergie-jeunes, que *«la situation sociale et économique difficile de notre monde globalisé justifie amplement que l'on prête une attention spéciale à la jeunesse. C'est non seulement une nécessité morale mais aussi un impératif de notre développement. Mieux, c'est une chance. Car l'énergie propre à la jeunesse peut rallumer une économie qui vacille et redonner de l'espoir»*.

Abdallah Mzembaba

Météo. Prévision pour la journée du 18/11/2013 (*Source Anacm*)

Du beau temps en début de journée. En milieu de matinée, des développements prendront place parfois accompagnés de bons arrosages associées à quelques rares grains localement. Le vent sera variable faible de Sud-Ouest, de 10 à 20km/h. La mer demeure belle à peu agitée au vent.

Etat de la mer à Moroni le 18/11/2013

Haute mer	Hauteur	Basse mer	Hauteur
04h45	4m75	11h07	1m00
17h09	4m35	23h05	1m15

Lever et coucher du soleil le 18/11/2013

	Moroni	Bandar Salam	Ouani
Heure du lever	05h31	05h29	05h26
Heure du coucher	18h12	18h10	18h07

MADAGATE.com

C.O.I.: Remise de trophées " Synergie jeune Madagascar"

15 NOVEMBRE 2013



La remise de trophées des lauréats au concours « Synergie jeune Madagascar » s'est déroulée ce vendredi 15 novembre 2013 à l'Hôtel Ibis, Ankorondrano.



Le Ministre des Affaires étrangères, l'Ambassadeur des Comores, l'Ambassadeur de la COI à Madagascar, l'ancienne Secrétaire générale de la COI, le Représentant de l'Ambassadeur de France / La Réunion et l'Officier permanent de liaison de la COI à Madagascar ont honoré de leur présence cette cérémonie.



En effet, cet événement marque l'aboutissement du concours national organisé par l'Association Synergie Jeune en partenariat avec le Ministère des Affaires étrangères, le Ministère de la Jeunesse et des Loisirs, la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar (FCCIM), le Jeune Patronat de Madagascar (JPM), la plateforme Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI) et la BNI.



A rappeler que ce concours s'est inscrit dans le cadre d'une initiative régionale développée par la Commission de l'Océan Indien (COI). La COI a été particulièrement mandatée pour promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes dans la région de l'océan Indien, afin de créer une synergie de jeunes dynamiques et d'agrandir la proportion de jeunes entrepreneurs contribuant à l'émergence d'une Indianocéanie entreprenante et innovante.



Dans cette optique, ce concours a été lancé dans le but de primer le meilleur jeune porteur de projet d'entreprise et le meilleur jeune entrepreneur déjà établi dans les États Membres de la COI. Chaque État membre est ainsi amené à organiser un concours national.



Les deux jeunes lauréats malagasy représenteront ainsi la Grande Ile au concours régional qui se déroulera à Maurice en décembre, aux côtés des gagnants des quatre États membres.



Direction de l'Information et de la Communication
Ministère des Affaires étrangères - Anosy

http://www.madagate.com/madagascar-informations-politiques-malagasy-photos-madagascar/a-la-une-de-madagascar/madagate-video-et-affiche/3668-coi-remise-de-trophees-q-synergie-jeune-madagascarq.html

JEUNESSE

Des entrepreneurs en herbe primés

« *Zoto* », un projet de Naina Ralaiarijaona consistant à promouvoir l'emploi de maison et domestique, a gagné le premier prix de trophées des lauréats au concours « *Synergie jeunes Madagascar* » hier à l'Hôtel Ibis Ankorondrano. George Micheal Rantomanana avec son projet de « *Pisciculture en cage flottante* » a obtenu la seconde place. « *Ces deux jeunes lauréats représenteront la Grande Ile au concours régional qui se déroulera à Maurice le mois prochain* », a fait savoir Michel Andriamparany, président de Synergie jeunes Madagascar.

L'objectif est de promouvoir les échanges d'expériences entre les jeunes de l'océan Indien sous l'égide de la commission de l'océan Indien. Sur une cinquantaine de dossiers sélectionnés, selon Michel Andriamparany, ces deux projets s'identifient ainsi par leur originalité, la capacité de communication de leurs concepteurs, la faisabilité du projet et le plan

Alwatwan du 19/11/2013

Troisième sommet afro-arabe

Les questions économiques occupent une grande place

Les chefs d'Etat et de gouvernement attendus au troisième sommet Afrique-Monde arabe, qui se tient aujourd'hui et demain à Koweït city, devront plancher sur plusieurs points relatifs, notamment, à l'économie et la sécurité dans le but de renforcer la coopération entre les deux régions. Les questions économiques devraient occuper une grande place au cours de ce sommet qui a pour thème «Partenaires dans le commerce et le développement».

Trente-quatre chefs d'Etat, sept vice-présidents et trois Premiers ministres ont confirmé leur présence au sommet, auquel sont attendues des délégations de 71 pays et organisations. Ces dirigeants, parmi lesquels le président Ikililou Dhoinine, seront invités à renforcer la coopération sur les questions relatives au développement rural, à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, de même que dans le domaine de l'énergie. Les infrastructures en Afrique ne seront pas non plus en reste. Les dirigeants arabes et africains échangeront aussi sur les interpellations cruciales de l'heure: le terrorisme, l'immigration, la jeunesse et la femme.

Les réunions ministérielles ont débuté dimanche, dans la capitale koweitienne, en présence du chef de la diplomatie comorienne. «*Il est temps de renforcer et de relancer l'action commune arabo-africaine dans l'intérêt des peuples des deux régions*», a déclaré le ministre koweïtien des Affaires étrangères devant ses pairs des pays membres de la Ligue arabe et de l'Union africaine.

Mise en lumière

Les travaux préparatoires avaient déjà été ouverts la semaine dernière. La réunion se penchait également sur les voies et moyens de rationaliser la mise en oeuvre et les mécanismes de suivi du partenariat arabo-africain, et sur le rapport de la deuxième réunion des ministres de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire des pays africains et arabes. Celle-ci s'était tenue en Arabie saoudite en octobre 2012. Les conclusions et recommandations du Forum économique arabo-africain, tenu lundi et mardi derniers à Koweït city, étaient aussi au menu.



En marge du sommet, le ministre comorien des Relations extérieures a eu plusieurs entretiens avec ses homologues du Qatar, des Emirats arabes unis, du Maroc et du Yémen. «*Nous sommes également intervenus dans la presse locale et internationale. Au menu de ces discussions, la relance et le renforcement des relations qu'entretiennent les Comores et ces pays ainsi que la reprise de la coopération économique en faveur du développement de notre archipel*», a confié El Anrif Saïd Hassane. D'autres entretiens étaient prévus, hier, notamment avec ses homologues du Koweit, d'Oman et d'Arabie saoudite.

Irchad O. Djoubeire

Genre

Alwatwan du 20/11/2013

Deuxième forum de l'Efoi aux Comores : "La dépendance économique des femmes explique la faible participation à la vie publique"

Le deuxième forum de la plateforme Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) sur l'entrepreneriat féminin est ouvert hier, dans l'après-midi au palais du peuple, en présence du vice-président en charge des Finances, du gouverneur de l'île de Ngazidja, de la représentante de la présidente des femmes chefs d'entreprises mondiales et de celle du secrétaire générale de la Coi, des représentants du réseau Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) et d'une foule de personnes, notamment de nombreuses femmes.

Ce forum de trois jours a pour thème «*valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie*». Pour l'Efoi, il s'agit d'un défi qu'il a fallu relever pour la jeune association Entreprendre au féminin océan indien-Comores (Efoi-Com), créé au lendemain de la tenue du premier forum à Madagascar l'année dernière.

L'Efoi est créée sous l'impulsion de la Commission de l'océan indien en 2007 avec comme objectif de «promouvoir l'entreprenariat des femmes en favorisant les opportunités d'affaires entre les membres, et en partageant des expériences et des savoirs pour les affaires», et en s'unissant sur des projets de la région océan Indien.

Pour Nama Idriss, présidente de l'Efoi-Com, la plateforme locale est jeune mais porte une ambition : promouvoir l'entreprenariat féminin aux Comores. «*La femme d'affaires comorienne n'est pas en situation d'égalité avec son collègue masculin et elle doit surmonter de nombreux obstacles, faire preuve d'obstination et déployer des trésors d'intelligence et de savoir faire*». Nama appelle les femmes à «oser relever le défis et faire le premier pas car l'entreprenariat féminin est un maillon essentiel à saisir» et donc faire de leur slogan, «seule invisible ensemble invincible», une réalité.

La présidente régionale de l'Efoi, Sylvia Pages s'exprimant à cette occasion, a salué l'engagement et le soutient indéfectible de la Coi, marqués aujourd'hui par la tenue de ce forum. Pour sa part, la chargé de affaires de la Coi, représentant le secrétaire général de l'organisation sous-régionale, a dit «*mesurer avec satisfaction la plein implication de l'Union des Comores dans l'organisation de ce deuxième forum régional, la volonté du gouvernement comorien de mobiliser les femmes dans le développement économique du pays et l'engagement de la présidence du conseil de la Coi en faveur de la pleine expression du potentiel entrepreneurial de l'Indianocéanie*».

Fatoumia Bazi a rappelé, en outre, que le statut des femmes est au cœur des actions de la Coi, avec l'adoption en 2009 de la politique et stratégie régionale genre pour donner corps à ses actions en faveur des femmes. «*La promotion de l'entreprenariat féminin est un des quatre axes de*



cette stratégie genre. La Coi a mobilisé plus d'un million d'euro en faveur de l'esprit d'entreprise des femmes de la région». Quant à la ministre de l'Emploi chargée de l'entreprenariat féminin, Siti kassim, elle a souligné que c'est la dépendance économique des femmes qui conditionne sa faible participation à la vie publique, ainsi en tant que femme, elle s'est réjouie de se retrouver sous le signe du «*savoir-faire féminin en rapport avec l'entreprenariat gage de notre autonomisation économique qui constitue la condition sine qua non de notre liberté et de notre accès aux droit fondamentaux*».

Formatrice en commerce international et conseillère en compétitivité des entreprises, Fatou Traore a soutenu que «*quand une femme décide de se lancer dans une activité génératrice de revenus, elle ne cesse pas pour autant d'être femme, épouse et mère*». Et elle a indiqué qu'»*en Afrique, ces conflits de rôle exposent la femme à de nombreuses et fortes contraintes sociales qui cherchent à la confiner dans des emplois précaires et de dépendance dans des activités économiques informelles à faible valeur ajoutée*».

Faisant référence à des statistiques du Bit, elle a déclaré qu'aux Comores l'emploi agricole est à 66,9% féminin alors que le secteur informel non agricole compte 48,6% de femmes. «*Les revenus de la femme africaine sont dits d'appoint, alors que dans certains pays, les charges de plus de la moitié des ménages reposent sur ses épaules*», a-t-elle souligné.

A Madagascar on estime à 25% le nombre de femmes chefs d'entreprises. La femme africaine chef d'entreprise rencontre, dans la conduite de ses affaires, de nombreux freins comme le faible accès à l'éducation, à la formation professionnelle, à l'information, les compétences limitées en gestion et en finance, au manque d'expérience dans les affaires, à l'accès limité au crédit et autres.

Aux Comores, près de 58% des femmes n'ont aucun niveau d'instruction contre un taux de 47% chez les hommes.

Abouhariat Saïd Abdallah

AM

Fatoumia Ali Bazi, chargée de mission à la Coi

«Nous avons pensé renforcer la participation des femmes»

De passage à Moroni pour le deuxième forum de l'Efoi, Fatoumia Ali Bazi a répondu aux questions d'Al-watwan. La chargée de mission de la Commission de l'Océan indien (Coi), élevée au rang de Chevalier national à Madagascar, revient sur les élections dans la Grande île, le rôle des plateformes régionales et la politique de l'organisation indianocéanique. «Bien avant les élections, je suis le dossier de la crise malgache», a confié la diplomate comorienne.



Fatoumia Ali Bazi, chargée de mission de la Commission de l'Océan indien

Parlez-nous de l'objet de votre mission aux Comores?

Je suis venue pour le deuxième Forum de l'Océan indien sur l'entrepreneriat féminin qui s'ouvre aujourd'hui à Moroni. La Commission de l'Océan indien soutient depuis 2007 cette démarche avec la mis en place, cette année-là à Tamatave, du réseau régional des femmes entrepreneurs qui réunit l'ensemble des associations des pays membres.

Nous avons évolué avec la politique et la stratégie régionale genre validée en 2009 qui a retenu quatre axes. La lutte contre la violence faite aux femmes dans la région, la participation des femmes dans les instances de décisions, l'autonomisation des femmes et la femme et le développement durable et la sécurité alimentaire.

Suite à des mobilisations faites à nos partenaires pour ces axes, nous avons continué à soutenir les femmes entrepreneurs à travers une grande mobilisation dans les pays et grandes réunions chaque année. Nous avons relevé le rang des ces rencontres à un forum qui est un grand espace des femmes entrepreneurs de la région avec l'implication d'autres participants du continent et au niveau mondial. Le premier forum a été organisé à Madagascar, l'année dernière, et parmi les recommandations c'est la tenue d'un deuxième forum à Moroni. C'est la Banque africaine de développement, à travers son unité des Etats fragiles, qui a soutenu ces deux assises.

Vous vous êtes réunis déjà à Moroni hier lundi pour évaluer le rôle des quatre plateformes mises en place aux Comores. Que pensez-vous de ces organisations?

Nous avons constaté qu'il y a une mauvaise compréhension des missions de ces plateformes. On essaie donc de donner plus d'informations et recueillir des propositions devant permettre de trouver les voies et moyens pour les rendre opérationnelles et professionnelles et faire en sortent qu'elles répondent aux attentes de la Commission de l'Océan indien et aux objectifs fixés.

Pourquoi les femmes entrepreneures et l'organisation de lutte contre les violences basées sur le genre se sont détachées du lot pendant que la plateforme nationale des femmes en politique reste invisible sur le terrain?

La plateforme Entreprendre au féminin Océan indien (Efoi) a été mise en place il y a sept ans, donc on a eu beaucoup de temps pour travailler. Ce n'est pas par hasard si les choses bougent beaucoup de ce côté-là, il y a eu tout un travail.

La plateforme de femmes politiques n'a pas eu de succès au niveau régional mais c'est très compliqué de mobiliser. Au niveau des Comores, l'organisation n'est pas très visible et, d'ailleurs, le mandat du bureau a pris fin depuis le mois de mars dernier. Il faut organiser une assemblée générale, préparer vraiment une structure bien visible et bien opérationnelle qui permettra à toutes les parties prenantes, à savoir les députés, les femmes anciennes ministres, des femmes qui veulent faire de la politique et les membres de la presse, à faire partie de cette plateforme.

Il y a une autre vision qu'il faut donner à cette plateforme qui n'a pas eu vraiment la chance d'être visible.



Dans le cadre de vos nouvelles fonctions à la Coi, vous intervenez désormais dans la diplomatie et la gouvernance. Quelle a été votre rôle dans les élections malgaches?

Bien avant les élections, je suis le dossier de la crise malgache. J'ai préparé la mission d'observation des élections à Madagascar qui était composée de seize observateurs. J'ai été sur place pour coordonner, avec le chef du bureau de liaison, cette mission d'observation avant, pendant et après les élections. Je suis également le dossier politique notamment sur la crise. Maintenant, on est en train de préparer la deuxième mission qui aura lieu avant le 20 décembre.

Est-ce que vous avez déjà tiré les conclusions du premier tour pour pouvoir formuler les recommandations du second?

Un rapport de la mission d'observation a été fait et distribué. On a tiré les leçons car la mission s'est très bien passée. On a quelques recommandations à prendre en compte pour la deuxième mission. Nous avons pensé renforcer la participation des femmes et la communication avec la presse pour donner plus de visibilité à la Coi qui a beaucoup contribué pour mettre fin à la crise malgache. La mission d'observation a eu plus de visibilité avec la présence, notamment de l'ancien président comorien Azali Assoumani, qui était le chef de la mission. La Coi a été très visible dans cette opération.

Les Comores assurent la présidence de la Coi et ont dirigé la mission de l'observation à Madagascar. Est-ce que cela veut dire que le pays s'impose au sein de la région?

Nous travaillons sur des sujets et la présidence est plus politique. Le président de la Coi est le président de l'organisation des cinq pays membres et non pour les Comores. C'est une rotation et il a une mission pour l'ensemble des pays. Le chef de la mission d'observation coordonnait la mission, il n'était pas pour faire profiter à son pays de quoi que ce soit.

Propos recueillis par
Abouhariat Saïd Abdallah



AM

Le rôle des plateformes nationales

«Influer davantage dans les prises de décisions»

Plus d'une dizaine de femmes issues des quatre plateformes nationales (femmes politiques, femmes entrepreneures, femme violence et femme développement durable) se sont retrouvées, hier au Retaj Moroni, en atelier axé sur le rôle de ces structures dans le pays. Cette rencontre, présidé par Fatoumia Ali Bazi, chargée de mission au secrétariat général de la Coi, a été l'occasion pour les participantes de revoir le chemin parcouru jusqu'ici pour en tirer les leçons et pour plus d'impact sur la scène nationale et régionale. En effet, ces plateformes militent pour donner à la femme la possibilité d'influer davantage dans les prises des décisions.

Nombreux problèmes

La Commission de l'Océan indien s'aligne sur cette voie puisque elle a validé, depuis son 25e conseil de ministres à Moroni en 2009, une stratégie régionale de la Coi sur le genre. Celle-ci comporte quatre axes qui sont la lutte contre la violence faite aux femmes et aux jeunes filles, l'accroissement de la participation des femmes à la prise de décisions et la promotion de la parité, le renforcement du poids économique des femmes entrepreneures et l'assurance du rôle des femmes dans le développement durable et la sécurité alimentaire.

Ainsi, les rôles de ces plateformes sont la fédération des femmes dans un groupe, l'information et la formation, le réseautage, la mise à niveau et l'harmonisation des pays membres et la mobilisation des ressources humaines et financières. Mais il se trouve que les ces organisations font face à des difficultés qui entravent les objectifs des quatre plateformes.

Manque de coordination

Lors d'un débat très animé, les participantes ont étalés les nombreux problèmes qu'elles rencontrent dans leurs structures respectives. Manque de communication, de visibilité, de coopération, problème de gestion mais aussi une confusion liée aux rôles et missions de ces plateformes, entre autres, car *«certains pensent que les plateformes sont étatiques»*.

Le résultat est qu'aujourd'hui la plateforme des femmes politiques est *«quasiment inconnue»*, l'antenne de Ndzuwani sur la violence déplore le manque de communication avec celle de Ngazidja et le manque de mobilisation, surtout chez les jeunes *«qui ne veulent pas s'investir dans le bénévolat»*, a ainsi martelé Fatima Bacar, responsable de la plateforme violence à Ndzuwani.



Tandis que d'autres membres désapprouvent le manque de coordination dans les actions qui rendent invisibles les trois plateformes. En effet, celle des femmes entrepreneures, Efoicom fait d'exception. Djoubeiri Soumaya, adjointe à l'Officier permanent de liaison (Opl), a argué que *«pour qu'il y ait des résultats concrets, il faudrait que les différentes plateformes puissent se rallier et travailler plus»*. Elle a, en outre, ajouté que l'Etat doit s'impliquer davantage mais que, pour ce faire, les plateformes doivent elles aussi sensibiliser *«afin de pouvoir répondre aux attentes de la Coi: professionnalisation, opérationnalisation et mise en place d'un secrétariat permanent»*.

Abdallah Mzembaba

AM

Africatime.com Comores

Lancement réussi du forum EFOI

20/11/13 Al-hamdi Abdillah Hamdi



Ouverture officielle du 2e Forum EFOI au palais du peuple

Plus de deux cents personnes ont assisté, hier, à l'Ouverture de la seconde édition du Forum Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI). Le vice-président Mohamed Ali Soilih, la ministre de l'Emploi Sitti Kassim, et le Gouverneur de l'île de Ngazidja Mouigni Baraka, ont répondu présent au lancement de cet évènement qui a réuni plusieurs femmes entrepreneurs venues des îles de l'Océan Indien, du Cameroun, du

Sénégal et de la Tanzanie.Le forum Entreprendre au Féminin Océan Indien a été lancé hier au palais du peuple, en présence de plusieurs autorités nationales, de personnalité du corps diplomatique et de diverses délégations issues des pays de l'Océan Indien. La ministre en charge de l'Emploi et de l'Entreprenariat féminin, Sitti Kassim, a réaffirmé son engagement et celui du gouvernement comorien, à œuvrer et créer un environnement favorable au développement du savoir-faire de la femme. Dans son intervention, elle a insisté sur l'accès aux ressources nécessaires pour développer l'entreprenariat féminin afin réduire les disparités liées au genre et valoriser les activités des femmes. La ministre Sitti Kassim a aussi soutenu qu'il faut une vision et une orientation stratégiques, mobiliser les partenaires et un programme de renforcement des capacités des femmes. La présidente de la plateforme EFOI, Sylvia Pages, a surtout appelé à professionnaliser les échanges dans les forums annuels. Réélue pour un mandat de 2 ans, la présidente a dressé un bilan assez satisfaisant de cet organe créé depuis 2007 pour « favoriser les opportunités d'affaires pour les femmes de l'Océan Indien et partager les expériences et les savoirs afin de promouvoir l'entreprenariat par les femmes ».La présidente de l'EFOI Comores, Naama Idriss, a appelé à se mobiliser davantage pour « valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Océan Indien », le thème d'ailleurs abordé au cours de cette deuxième édition du Forum EFOI. Ce mercredi, les participants auront à débattre des opportunités d'affaires et des réalisations de l'EFOI, du financement de l'Entreprenariat Féminin et des opportunités économiques. Le programme de cette journée prévoit aussi des présentations sur « les possibilités d'exportation dans la région Océan Indien et les incoterms les plus utilisés ». La journée du jeudi sera consacrée à la validation des axes d'un projet régional EFOI. Une séance expo-vente sera aussi organisée, tout au long de la journée de demain.

AM

http://fr.africatime.com/comores/articles/lancement-reussi-du-forum-efoi

Comores-Actualités

Deuxième forum de l'Efoi aux Comores : ''La dépendance économique des femmes explique la faible participation à la vie publique''

20 novembre , 2013 Abouhariat Saïd Abdallah



Le deuxième forum de la plateforme Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) sur l'entreprenariat féminin est ouvert hier, dans l'après-midi au palais du peuple, en présence du vice-président en charge des Finances, du gouverneur de l'île de Ngazidja, de la représentante de la présidente des femmes chefs d'entreprises mondiales et de celle du secrétaire générale de la Coi, des représentants du réseau Entreprendre au féminin océan Indien (Efoi) et d'une foule de personnes, notamment de nombreuses femmes.

Ce forum de trois jours a pour thème "valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie". Pour l'Efoi, il s'agit d'un défi qu'il a fallu relever pour la jeune association Entreprendre au féminin océan indien-Comores (Efoi-Com), créé au lendemain de la tenue du premier forum à Madagascar l'année dernière.

L'Efoi est créée sous l'impulsion de la Commission de l'océan indien en 2007 avec comme objectif de "promouvoir l'entreprenariat des femmes en favorisant les opportunités d'affaires entre les membres, et en partageant des expériences et des savoirs pour les affaires", et en s'unissant sur des projets de la région océan Indien.

Pour Nama Idriss, présidente de l'Efoi-Com, la plateforme locale est jeune mais porte une ambition : promouvoir l'entreprenariat féminin aux Comores. "La femme d'affaires comorienne n'est pas en situation d'égalité avec son collègue masculin et elle doit surmonter de nombreux obstacles, faire preuve d'obstination et déployer des trésors d'intelligence et de savoir faire". Nama appelle les femmes à "oser relever le défis et faire le premier pas car l'entreprenariat féminin est un maillon essentiel à saisir" et donc faire de leur slogan, «seule invisible ensemble invincible», une réalité.

La présidente régionale de l'Efoi, Sylvia Pages s'exprimant à cette occasion, a salué l'engagement et le soutient indéfectible de la Coi, marqués aujourd'hui par la tenue de ce forum. Pour sa part, la chargé de affaires de la Coi, représentant le secrétaire général de l'organisation sous-régionale, a dit "mesurer avec satisfaction la plein implication de l'Union des Comores dans l'organisation de ce deuxième forum régional, la volonté du gouvernement comorien de mobiliser les femmes dans le

développement économique du pays et l'engagement de la présidence du conseil de la Coi en faveur de la pleine expression du potentiel entrepreneurial de l'Indianocéanie".

Fatoumia Bazi a rappelé, en outre, que le statut des femmes est au cœur des actions de la Coi, avec l'adoption en 2009 de la politique et stratégie régionale genre pour donner corps à ses actions en faveur des femmes. "La promotion de l'entreprenariat féminin est un des quatre axes de cette stratégie genre. La Coi a mobilisé plus d'un million d'euro en faveur de l'esprit d'entreprise des femmes de la région".

Quant à la ministre de l'Emploi chargée de l'entreprenariat féminin, Siti kassim, elle a souligné que c'est la dépendance économique des femmes qui conditionne sa faible participation à la vie publique, ainsi en tant que femme, elle s'est réjouie de se retrouver sous le signe du "savoir-faire féminin en rapport avec l'entreprenariat gage de notre autonomisation économique qui constitue la condition sine qua non de notre liberté et de notre accès aux droit fondamentaux".

Formatrice en commerce international et conseillère en compétitivité des entreprises, Fatou Traore a soutenu que "quand une femme décide de se lancer dans une activité génératrice de revenus, elle ne cesse pas pour autant d'être femme, épouse et mère". Et elle a indiqué qu'"en Afrique, ces conflits de rôle exposent la femme à de nombreuses et fortes contraintes sociales qui cherchent à la confiner dans des emplois précaires et de dépendance dans des activités économiques informelles à faible valeur ajoutée".

Faisant référence à des statistiques du Bit, elle a déclaré qu'aux Comores l'emploi agricole est à 66,9% féminin alors que le secteur informel non agricole compte 48,6% de femmes. "Les revenus de la femme africaine sont dits d'appoint, alors que dans certains pays, les charges de plus de la moitié des ménages reposent sur ses épaules", a-t-elle souligné.

A Madagascar on estime à 25% le nombre de femmes chefs d'entreprises. La femme africaine chef d'entreprise rencontre, dans la conduite de ses affaires, de nombreux freins comme le faible accès à l'éducation, à la formation professionnelle, à l'information, les compétences limitées en gestion et en finance, au manque d'expérience dans les affaires, à l'accès limité au crédit et autres.

Aux Comores, près de 58% des femmes n'ont aucun niveau d'instruction contre un taux de 47% chez les hommes. AM

http://www.comores-actualites.com/actualites-comores/deuxieme-forum-de-lefoi-aux-comores-la-dependance-economique-des-femmes-explique-la-faible-participation-a-la-vie-publique/



Entreprendre au féminin des Comores et la Commission océan Indien ont le plaisir de partager avec vous, ces quelques jours en l'occasion du 2éme Forum EFOI, qui réunit les femmes cheffes d'entreprises de l'océan Indien : Comores, Madagascar, Maurice, la Réunion et les Seychelles.

Nous vous convions aux B to B qui sera ouvert aux professionnels. Celui-ci regroupera plusieurs secteurs d'activité, tourisme, commerce, industrie, artisanat, service…. Vous aurez des opportunités d'affaires économiques et le plaisir de partager l'expérience de chacune.

C'est le moment d'entrer dans l'aventure en vous inscrivant à la plateforme EFOI Comores afin de développer différentes activités.

Les femmes cheffes d'entreprise de l'Indianocéanie seront ravies de vous montrer que seules nous sommes invisibles mais ensemble invincibles pour un rayonnement qui tend vers le mondial.

Nous vous attendons ce jeudi à 14 h et ce vendredi à 9 h au Palais du peuple.Caribou à tous

La Gazette des Comores du 19/11/2013

Lancement réussi du forum EFOI

Like 2 Tweet 0 Pin it Share

Plus de deux cents personnes ont assisté, hier, à l'Ouverture de la seconde édition du Forum Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI). Le vice-président Mohamed Ali Soilih, la ministre de l'Emploi Sitti Kassim, et le Gouverneur de l'île de Ngazidja Mouigni Baraka, ont répondu présent au lancement de cet évènement qui a réuni plusieurs femmes entrepreneurs venues des îles de l'Océan Indien, du Cameroun, du Sénégal et de la Tanzanie.



Le forum Entreprendre au Féminin Océan Indien a été lancé hier au palais du peuple, en présence de plusieurs autorités nationales, de personnalité du corps diplomatique et de diverses délégations issues des pays de l'Océan Indien. La ministre en charge de l'Emploi et de l'Entreprenariat féminin, Sitti Kassim, a réaffirmé son engagement et celui du gouvernement comorien, à œuvrer et créer un environnement favorable au développement du savoir-faire de la femme.

Dans son intervention, elle a insisté sur l'accès aux ressources nécessaires pour développer l'entreprenariat féminin afin réduire les disparités liées au genre et valoriser les activités des femmes. La ministre Sitti Kassim a aussi soutenu qu'il faut une vision et une orientation stratégiques, mobiliser les partenaires et un programme de renforcement des capacités des femmes.

La présidente de la plateforme EFOI, Sylvia Pages, a surtout appelé à professionnaliser les échanges dans les forums annuels. Réélue pour un mandat de 2 ans, la présidente a dressé un bilan assez satisfaisant de cet organe créé depuis 2007 pour « favoriser les opportunités d'affaires pour les femmes de l'Océan Indien et partager les expériences et les savoirs afin de promouvoir l'entreprenariat par les femmes ».

La présidente de l'EFOI Comores, Naama Idriss, a appelé à se mobiliser davantage pour « valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Océan Indien », le thème d'ailleurs abordé au cours de cette deuxième édition du Forum EFOI.

Ce mercredi, les participants auront à débattre des opportunités d'affaires et des réalisations de l'EFOI, du financement de l'Entreprenariat Féminin et des opportunités économiques. Le programme de cette journée prévoit aussi des présentations sur « les possibilités d'exportation dans la région Océan Indien et les incoterms les plus utilisés ». La journée du jeudi sera consacrée à la validation des axes d'un projet régional EFOI. Une séance expo-vente sera aussi organisée, tout au long de la journée de demain.

Al-hamdi Abdillah Hamdi

AM

Africatime.com Comores

Les malgaches au Forum des Femmes Entrepreneures de l'Océan indien aux Comores

19/11/13)



Françoise Foning, présidente de Femmes chefs d'entreprises mondiales, Fatoumia Bazi, chargée de mission au secrétariat général de la Commission de l'Océan Indien (à droite) et Sylvia Pagès, présidente régionale de l'Entreprendre au Féminin Océan Indien

Une délégation de femmes malgaches est partie pour participer au deuxième Forum des Femmes Entrepreneures de l'Océan indien qui débute ce mardi et durera jusqu'au vendredi prochain à Moroni, Comores, apprend-on du communiqué du ministère malgache des affaires étrangères, mardi. La Plateforme Entreprendre au Féminin Océan indien (EEFOI) ré unit les femmes entrepreneures de la Région Océan indien, notamment, l'Union des Comores, la France/Réunion, Madagascar, l'î le Maurice et les Seychelles. La délégation malgache est constituée de 22 personnes issues de différentes associations et entreprises oeuvrant dans les secteurs de l'artisanat, textile, agroalimentaire et tourisme, a-t-on indiqué. Cette année, le deuxième Forum a comme thème « valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie » et pour cette fois, les femmes entrepreneures qui travaillent dans l' informel seront les plus sensibilisées et des partenariats seront susceptibles de se nouer via leur potentiel, particulièrement, sur le plan technique. Il a ainsi pour objectifs de rassembler davantage les femmes entrepreneures autour des axes stratégiques de développement d' entreprise et de partager les savoir-faire sur les dispositifs d' opportunités d'affaires dans chaque pays, a-t-on souligné. Notons que le premier Forum de l'EFOI a eu lieu à Madagascar en octobre 2012 et s'est porté sur le thème de « contribution des femmes entrepreneures à la sécurité alimentaire dans l'Indianocé anie » ayant comme objectif la mise en place de plans d'actions viables supposant la mobilisation des gouvernements ainsi que des partenaires financiers et techniques.

AM

http://fr.africatime.com/comores/articles/les-malgaches-au-forum-des-femmes-entrepreneures-de-locean-indien-comores

CRI online

Les travaux du deuxième forum d'Entreprendre au féminin océan Indien ouvrent aux Comores

2013-11-20

Le deuxième forum de la plateforme Entreprendre au féminin océan Indien (EFOI) a ouvert ses travaux de trois jours, mardi en fin d'après-midi à Moroni, sous le thème "valoriser le savoir-faire féminin dans les échanges de l'Indianocéanie".

Plusieurs dizaines de femmes entrepreneures de Maurice, de Madagascar, de La Réunion, des Seychelles se sont jointes à leurs soeurs des Comores, regroupées en association Entreprendre au féminin océan Indien-Comores (Efoi-com), pour ce deuxième rendez-vous de l'organisation sous régionale de la Commission de l'Océan Indien (COI).

Représentant le secrétaire général de la COI, la chargée d'affaires Fatoumia Ali Bazi a reconnu « mesurer avec satisfaction la pleine implication de l'Union des Comores dans l'organisation de ce deuxième forum régional, la volonté du gouvernement comorien de mobiliser les femmes dans le développement économique du pays et l' engagement de la présidence du conseil de la Coi en faveur de la pleine expression du potentiel entrepreneurial de l'Indianocéanie ».

L'Efoi est créée en 2007 sous l'impulsion de la COI et a tenu son premier forum à Madagascar en octobre 2012.

AM

http://french.cri.cn/621/2013/11/20/542s353757.htm

Pêche

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Améliorer la gestion et la conservation en haute mer

18 novembre 2013

Voici un article paru sur le site de la FAO le 5 novembre 2013 annonçant un projet de la FAO financé par le FEM (Fonds pour l'environnement mondial) qui contribue à l'effort mondial d'aménagement des pêches.

« La directrice générale et présidente du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), Mme Naoko Ishii, a approuvé aujourd'hui (5 novembre-NDLR) un projet coordonné par la FAO visant à améliorer la santé et la durabilité des pêcheries de thon dans le monde en réduisant les prises illégales et en soutenant les espèces et écosystèmes marins apparentés.

Le FEM, une institution internationale qui fédère 183 pays autour des questions d'environnement et de promotion du développement durable, a approuvé le financement de la phase de mise en œuvre d'un projet

multipartenaire coordonné par la FAO ayant pour objectif une meilleure gestion des pêcheries de thon en haute mer et la conservation de la biodiversité des écosystèmes et des espèces qui s'y rattachent, en réduisant les prises illégales de poissons très prisés et consommés partout dans le monde.

« Cette décision jette les bases d'une action à l'échelon mondial pour faire face à la menace tant économique qu'environnementale qui pèse sur une des espèces halieutiques commerciales les plus importantes au monde », a souligné Mme Ishii. *« Je me félicite que nous ayons pu rassembler au sein de ce projet des partenaires publics et privés qui nous donnent de bonnes chances de travailler à une échelle suffisante pour inverser les tendances négatives menaçant les pêches thonières et le milieu océanique dont elles dépendent ».*

A ce jour, 30 millions de dollars de fonds du FEM ont attiré plus de 150 millions de co-financements en faveur du projet qui fait partie d'une initiative multipartenaires plus vaste axée sur la récolte durable de ces précieuses ressources.

Le Projet mondial d'aménagement des pêches et de conservation de la biodiversité, qui s'étendra de 2013 à 2018, met à profit et complète les travaux des cinq organisations régionales de gestion des pêches thonières (t-RFMO) et rassemble un vaste groupe de partenaires autour de trois lignes essentielles :

- Promouvoir un aménagement plus durable et efficace des pêches et une adoption plus étendue des meilleures pratiques de pêche

- Réduire la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) par le renforcement du suivi, des contrôles et de la surveillance

- Atténuer les impacts de la pêche sur les écosystèmes, y compris les prises accessoires excessives d'espèces marines non ciblées**.**

Le projet vise à mobiliser des actions entre les organisations régionales de pêche au thon et les partenaires, en contribuant en particulier à la reconstitution des ressources perdues à cause de la pêche INN**.**

« Les pêches de haute mer contribuent à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence de millions de personnes dans le monde », a déclaré Árni M. Mathiesen, Sous-Directeur général de la FAO chargé des Pêches et de l'aquaculture. *« Grâce à une action collective à tous les niveaux et à une coopération étendue optimisant l'utilisation de ressources appauvries, ce projet — et l'Initiative plus vaste Common Oceans — aidera le monde à renoncer à "cette course au poisson" et à adopter une approche écosystémique, cruciale pour garantir la santé et la productivité future de ces écosystèmes marins essentiels. Les premiers succès serviront à inciter*

les bailleurs de fonds et les organismes à investir davantage dans ce type de projets à effet catalyseur ».

WWF-US est un des acteurs principaux collaborant avec la FAO, qui comptent également les cinq t-RFMO*, l'Agence des Pêches du Forum des Iles du Pacifique (FFA), les Parties à l'Accord de Nauru (PNA), le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (SPC), la U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA)**,** l'Accord sur la conservation des albatros et des pétrels (ACAP), BirdLife International, la International Seafood Sustainability Foundation (ISSF) et le Marine Stewardship Council (MSC). Sans oublier le secteur privé du thon, qui comprend des membres des industries de la pêche et de la transformation du poisson, qui est également un partenaire clé et soutient pleinement l'initiative.

Améliorer la pêche au thon

Les thons et espèces apparentées constituent les ressources halieutiques les plus prisées capturées dans les zones situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ). La catégorie des grands migrateurs représente 20 pour cent environ de la valeur de toutes les captures marines — les prises des espèces de thons les plus importantes atteignent à elles seules une valeur de plus de 10 milliards de dollars par an.

Quelque 5,4 millions de tonnes de thon sont débarquées chaque année, avec plus de 85 pays pêchant le thon en quantités commerciales. Les niveaux de captures les plus élevés ont lieu dans l'océan Pacifique, suivi des océans Atlantique et Indien.

D'après les estimations de la FAO, environ un tiers des sept principales espèces de thonidés sont actuellement surexploitées. Vu la demande soutenue des consommateurs pour les produits comme le *sashimi* et le thon en boîte et la surcapacité des flottes de pêche, l'état des stocks de thon a de fortes probabilités de continuer à se détériorer faute d'une amélioration de la gestion.

« En transformant notre gestion des pêches mondiales, nous garantissons une source durable de produits de la mer qui contribuent à nourrir les sept milliards d'habitants que compte la planète tout en préservant la nature », a indiqué Mme Michèle Kuruc, Vice-présidente du WWF-Etats-Unis pour la Conservation des ressources marines. *« En misant sur les gouvernements, les organismes de gestion des pêches, la société civile et le secteur privé, ce partenariat novateur peut imprimer un changement significatif sur les communautés halieutiques du monde ».*

Un vaste réseau

Le programme des zones situées au-delà des juridictions nationales (ABNJ-Common Oceans) se compose de quatre projets étroitement imbriqués qui rassemblent gouvernements, organisations régionales de gestion des pêches, secteur privé et ONG autour de l'utilisation durable et de la conservation des écosystèmes de haute mer.

Outre le projet du thon, les autres projets portent sur une utilisation plus durable des ressources vivantes en haute mer et des écosystèmes, le renforcement de la capacité mondiale d'aménagement des ABNJ et le Partenariat pour les océans qui élaborera des modèles de gestion destinés à promouvoir l'investissement dans la gestion durable et à long terme des pêches.

Parmi les partenaires clés du programme, citons la FAO, la Banque mondiale, le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), Conservation International (CI), l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), WWF-Etats-Unis et le Forum mondial des océans.

LE FEM a affecté 50 millions de dollars en faveur du programme et attiré 270 millions de dollars supplémentaires de co-financements.

***Les cinq organisations régionales de gestion des pêches de thon sont les suivantes** : Commission interaméricaine du thon tropical (CITT), Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), Commission des thons de l'océan Indien (CTOI), Commission pour la conservation du thon rouge du Sud (CCSBT) et Commission des pêches pour le Pacifique central et occidental (WCPFC)*

http://www.temoignages.re/ameliorer-la-gestion-et-la-conservation-en-haute-mer,72213.html

Diva 300 Ar
N°369 du Mercredi 20 Novembre 2013 / Mivoaka isanandro

PECHE

Base de données sur le thon Madagascar en pôle-position

Majunga a abrité durant cinq jours d'une formation sur le renforcement des systèmes statistiques de la pêche à Madagascar. 37 experts en statistiques, issus de 13 régions maritimes de Madagsacar bénéficient de cette formation.

Selon Toky Rasoloarimanana, chargée de communication pour la mise en œuvre d'une stratégie des pêches pour la Coi, « ce renforcement fait suite à une décision du gouvernement malgache et la CTOI-Commission thonien de l'océan Indien a répondu présent «. Par le biais du projet SmartFish de la COI, financé par l'Union européenne, «ce projet de formation sur le système statistique, destiné pour deux grandes villes de Madagascar en occurrence Majunga et Toamasina sera une grande première pour le pays. Selon Julien Million, consultant de la COI,» Madagascar pourra par la suite avoir des estimations fiables concernant la capture du thon et les espèces apparentées». Mis à part le renforcement de capacité, ce fut également une occasion pour SmartFish de présenter pour présenter pour la première fois, la base de données nationale sur le thon. Selon les explications d'un des experts en statistiques, Madagascar figure en pôle-position des pays possédant une base données sur le thon, informatisées et à la portée du monde entier puisqu'elle est accessible en ligne. Cette base de données alimentera les statistiques de la CTOI. « Le thon est une espèce migratrice, la gérance ne peut se faire qu'au niveau régional. Concrètement par le biais de cette base de données, l'on peut désormais avoir des données sur la capture, les engins et la période de passage du thon à Madagascar.



Nadia Raonimanalina

Ny Vaovao ntsika

« Aza matahotra, minoa fotsiny ihany. » Marka 5 : 36

Gazety mpiseho isan'andro | Laharana : 1764 | Vidiny : 300 Ar | Talata 19 Novambra 2013

Tontolon'ny lamatra na « thon »



Ho raketina anatin'ny « base de données » iray 5

TONTOLON'NY LAMATRA NA « THON » ETO MADAGASIKARA

Sary : Toky Rasoloarimanana -SmartFish-COI

Ho raketina anatin'ny « base de données » iray

Zava-dehibe ho ana-firenena iray ny fananana antontan'isa momba ny harena ara-javaboary misy ao aminy. Olana iray lehibe eto Madagasikara ny tsy fananana izany ka mio-vaova be ny isa sy ny antontan'isa. Isan'ny harena tsy hita nonoa anefa mampidi-bola ho an'ny firenena Malagasy ny lamatra na ny thon. Iraisain'ny ranomasim-be Indiana ity harena an-dranomasina ity, ary iraisana ihany koa ny fitantanana ny fanjonoana sy ny fiompiana azy.

Vokatry ny ezaky ny manampahaizana Malagasy maromaro miaraka amin'ny ministe-ran'ny jono ary ny fandaharan'asa SmartFish ao amin'ny Vaomiera ny Ranomasim-be Indiana na COI dia manana ny " base données" momba ny resaka lamatra fotsiny i Madagasikara. Tany Mahajanga ny faran'ny herinandro teo no nampisehoana voalohany ny antsoina hoe" Base Nationale de la Pêche Thonière à Madagascar" na BNAPT. Ny hampiavaka kely ity BNAPT ity dia izy efa amina tranonkala ka azon'ny rehetra jerena sy ampiasaina, isan'izany ny COI.



TANTARA

Manomboka izao dia tsy ho very an-javona ny nombamomba ny resaka lamatra rehetra. Azon'ny rehetra ho hita ao amin'io "base de données" io ny lanjan'ny lamatra voajono eto Madagasikara, ny vanim-potoana ahatongavany eto amin'ny fari-dranomasina misy antsika, ny fitaovana voangona amin'ny vokatra « thon ». Eo ihany koa ny vola rehetra nampidi-rin'ny fanondranana lamatra. Isan'ny ho hita ao ohatra ny amin'ny hoe 2.1 tapitrisa dolara no vola nampidirin'ny lamatra tamin'ny fivarotana "licence". Toy ny hoe ny taona 2011 dia nahatratra 23000 T ny lamatra na thon voajono teto Madagasikara ary voarakitra an-tsoratra tany amin'ny Commission Thonière de l'Océan Indien (CTOI). Raha ny antontan'isa ihany dia ny " listao" no be indrindra satria mahatratra 610000 T ny 2006, manaraka azy akaiky ny " albacore" 300000 T ny 2011 fa efa nahatratra 500000 T izany ny 2004 sy ny 2005. Raha ny tantara dia tamin'ny taona 1952 no tonga voalohany tao amin'ny fari-dranomasina Indiana ny thon ka ny antsoina hoe " palangriers asiatiques" no anarany.



FIOFANANA

Tsy maintsy atao manaraka ny toetr'andro na "misc à jour" ity firaketana antontan'isa na BNAPT ity. Nomena andraikitra avokoa rehefa mpanjono sy teknisiana eran'ny faritra eto Madagasikara. Ny 12 hatramin'ny 16 Novambra teo no nahazo fampiofana manokana tao Mahajanga ny faritra 13. Fiofanana ahafahan'izy ireo mampihatra ny fomba famantarana, fandanjana ary fandrefesana ny lamatra araka ny fenitra. Mpampiofana avy amin'ny COI, Million Julien no nanaraka ireto teknisiana avy amin'ny faritra 13 eto Madagasikara ireto. Nofanina manokana momba ny fampidirana ny antontan'isa ao amin'ilay BNAPT ihany koa izy 37 mianadahy mianaka. Famatsiam-bola avy amin'ny vondrona eropeana tafiditra anatin'ny fandaharan'asa SmartFish moa no nahafahana nanatontosa izao fiofanana sy ny fampahafantarana ity BNAPT ity.



FAMPIHARANA AVY HATRANY

Avy hatrany dia nidina tamina " village des pêcheurs" tao Antsahanibingo ny mpiofana nanao fampiharana izay noratoviny, niaraka tamina fitaovana fandanjana sy fametarana. Mila fantarina avokoa mantsy ny loko, ny lanja, ny refy izay ahafantarana ny karazana na "espèces". Ireo avy eo no raiketina an-tsoratra ary aravona ho lasa antontan'isa.

Raha ny nambaran'ny teknisiana iray dia manano sarotra ihany ny fananganana anton-tan'isa momba ny jono. " Heverin'ny mpanjono fa avy amin'ny centre de surveillance de pêche na " CSP" izahay ka tsy misokatra aminay mihitsy izy ireo" hoy Razafindralaza Vincent Fleurys. " Matahotra ireo mpanao fanadihadiana ao amin'ity CSP ity izy ireo". Heveriny fa tokony hanana ny fanamiana hampiavaka azy ireo mpanangona antontan'isa.



MAHAFOY NY AINY

Tafatsangana ao Antsahambingo ny fikambanan'ny mpanjono madinika Antsahanibingo na FMMA. 42 no mpikambana ao fa ankoatra ireo dia misy any amin'60 any ho any ireo mpanjono no nisafidy ny tsy hiditra ho mpikambana. Raha ny fanazavana dia mizara ho sokajy telo ireo mpanjono dia ireo mpanjono isan'andro, ireo mpanjono mandeha hatra-min'ny herinandro ary ireo mpanjono miala lavitra ny tanana ka maharitra hatramin'ny 12 andro arakaraky ny jono. Efa miaraka amina vongan-dranomandry na "bloc de glace" izy ireo hanogonana sy hitehirizana ny hazandrano voajono. Miskatra eto Antananarivo ny 70 hatramin'ny 85% ny vokatra voaangona izay atoby ao amin'ny Centre de distribution de Produits Halieutiques de Madagascar na CDPHM raha ho an'i Mahajanga manokana. " Efa mizaka manaraka ny toetr'andro ny fitaovana ampiasaanay" hoy Ramdriutahiana Edmond, filohan'ny FMMA " efa manomboka " surexploité" mantsy ny sehatry ny fanjonoana eto Mahajanga" raha ny fanazavana hatrany. Ankoatra izay mihena be ihany koa ny trondro noho ny fiovaovan'ny toetr'andro. Ahiana mihitsy aza ho lany tamingana ny karazana trondro hafa raha ny fanazavana avy amin'ny tompon'andraikitra. Mangataka ihany koa ireo mpanjono mba ampitomboana ny vidim-bokatra satria " mahavita mamoy ny ainy" mihitsy izy ireo. Amin'izao mantsy 3600 Ar ny kilao ny trondro raha 4000 Ar izany teo aloha.

SMARTFISH

Ho fitsinjovana ny tsy hahalany tamingana ny vokatra an-dranomasina sy an-dranomamy indrin-dra no imasoan'ny COI amin'ny alalan'ny fanda-haran'asa SmartFish. 21 tapitrisa euros no famat-siam-bola avy amin'ny vondrona eoropeana amin'izany fandaha-ran'asa izany. Na ny COI aza no mandrindra azy dia firenena 20 mahazo tombony amin'ny fan-daharan'asa. Heverin'ny SamrtFish fa zava-de-hibe loatra ny resaka jono satria loharan-tsakafo manara-penitra ity voka-tra ity. Eran'izao tontolo izao dia 17 Kg no trondro jifaina eran-tany. 16% otrikaina dia avy amin'ny trondro. Mamorona asa ihany koa izy satria mpan-jono 3,5 tapitrisa no masa eto anivon'ny Afrique Orientale, Australe et de l'Océan Indien AfOA-OI. Mizara efatra tsara ny asa sahanin'ny SmartFish dia ny « fitantanana sy fan-drindrana ny tontolon'ny jono, ny fanaraha-maso na « suivi, contrôle et surveillance » ary ny ton-tolo ara-barotra momba ny vokatra eto anivon'ny faritra.



Nadia Raonimanalina

La Gazette
de la Grande Ile
www.lagazette-dgi.com La vérité imprimée

Pêche: Le thon menacé

20 Novembre 2013

Majunga est la seule province où l'on distingue assez nettement l'existence de 3 types de pêcherie dont la pêche industrielle crevettière, la pêche artisanale et la pêche traditionnelle. La façade maritime du faritany de Majunga s'étend sur 700 km allant de la Sahalava au Nord jusqu'au niveau du fleuve Manambolo au Sud, permettant ainsi d'établir des estimations précises et fiables sur la capture de thons et des espèces apparentées sur la Grande Île. A cet effet, toutes les données y afférentes telles que l'outil de capture, les saisons de passage des thons vont être mises à jours et disponibles tout au long de l'année. Ainsi, les bases de données de la CTO seront alimentées.

Un atelier sur le «Renforcement des systèmes statistiques de la pêche maritime à Madagascar» s'est tenu les 14 et 15 novembre à Mahajanga. Une nouvelle base de données sur les 13 régions côtières de Madagascar a été dévoilée. La consommation mondiale croissante de thon aggrave les problèmes de surpêche. Les méthodes de pêche industrielles utilisant les sennes et les palangres ne capturent pas seulement les thons adultes mais aussi les jeunes. Ces méthodes intensives entraînent en outre un volume énorme de prises accidentelles. En tant que grand prédateur, le thon assure l'équilibre écologique parmi les espèces de poissons. Si les bancs de thon continuent de diminuer, cela aura des répercussions négatives sur tout l'écosystème et pour les pêcheurs locaux dont la survie dépend de la santé des stocks de poissons.

La pêche thonière se traduit surtout par la vente de licences à des bateaux étrangers, les investissements nécessaires sont très lourds et la technologie utilisée n'est pas encore maîtrisée par les opérateurs nationaux. Face à la prolifération des actes de piraterie sur mer, ce projet contribue à la protection de celle-ci. Les poissons tant maritimes que continentaux sont en majorité commercialisés localement ou auto consommés. Pourtant, il existe une réelle inadéquation entre les zones de production situées à l'Ouest du pays et les zones de consommation concentrées sur les hauts plateaux et à l'Est. Cette situation pose le problème de l'approvisionnement en poisson et de l'organisation du commerce en termes de circuits de produits, techniques de conservation et prix des poissons. La demande croissante de poisson tient à l'accroissement démographique, à la compétitivité avec le prix de la viande et à l'augmentation de la consommation de poisson liée à la baisse de la consommation de viande.

http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&view=article&id=35685:peche-le-thon-menace&catid=64:newsflash&Itemid=67

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

La cellule de coordination régionale de la COI planifie les opérations de lutte contre la pêche illégale dans le Sud Ouest de l'océan Indien

18/11/2013

La cellule de coordination régionale de la COI planifie les opérations de lutte contre la pêche illégale dans le Sud Ouest de l'océan Indien

La 32e réunion de la cellule de coordination (CCR) du plan régional de surveillance des pêches s'est tenue aux Seychelles les 5 et 6 novembre 2013. Elle rassemble des représentants des cinq Etats membres de la COI ainsi que l'équipe de coordination de cette stratégie régionale de lutte contre la pêche illégale dans le Sud Ouest de l'océan Indien. Plusieurs missions régionales ont été programmées pour les mois à venir dans la zone COI ainsi qu'en Afrique de l'Est. Avec l'appui financier de subventions smartfish récemment attribuées, des patrouilleurs des Seychelles et de Madagascar, des avions de patrouille maritime et un satellite radar sont engagés dans cette vaste campagne de surveillance. Ce dispositif est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien grâce à un financement de l'Union Européenne.

La cellule de coordination a également fait un retour d'expérience sur les récentes patrouilles régionales effectuées au cours de ces mois d'octobre et de novembre, au cours desquelles plus de 35 navires de pêche ont été inspectés en mer et plusieurs infractions ont été reportées telles que le trafic d'ailerons de requins, la présence d'un navire illégal et la sous déclaration de captures. Enfin, la cellule de coordination régionale s'est terminée très positivement sur la mise en œuvre du système régional d'échange de données sur les activités de pêches (VMS régional) qui sera opérationnel avant mars 2014.

CC

http://www.minorityvoice.info/2013/11/14/la-cellule-de-coordination-regionale-de-la-coi-planifie-les-operations-de-lutte-contre-la-peche-illegale-dans-le-sud-ouest-de-locean-indien/

714 cas de pêches illégales entre 2012 et 2013 à Maurice

20 novembre 2013



Les opérations de contrôles continuent pour le ministère mauricien de la Pêche qui a déjà enregistré 714 cas de pêches illégales entre janvier 2012 et octobre 2013.

La lutte contre les pêches illégales s'intensifie à Maurice. Des opérations menées ce mois-ci à Grand Gaube, Poste La Fayette, Case Noyale, Pointe Aux Sables, Pointe des Lascar et Rivière Noire ont permis la saisie de deux bateaux opérant sans autorisation ainsi que 1391 mètres de filets de pêche.
Trois arrestations et autant de verbalisations ont suivi l'affaire, rapporte *Maurice-info.mu*, relayant les chiffres publiés conjointement par les gardes pêches ainsi que la brigade aérienne du ministère de la Pêche concernant la période de janvier 2012 à octobre 2013 : 714 cas de pêche illégales recensés, 19 214 mètres de senne saisis et Rs. 706 400 (17 117,10€) de contraventions collectées.
CC

http://www.linfo.re/574635-714-cas-de-peches-illegales-entre-2012-et-2013-a-Maurice

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

La cellule de coordination régionale de la COI planifie les opérations de lutte contre la pêche illégale dans le Sud-Ouest de l'océan Indien

14/11/2013

La cellule de coordination régionale de la COI planifie les opérations de lutte contre la pêche illégale dans le Sud Ouest de l'océan Indien

La 32e réunion de la cellule de coordination (CCR) du plan régional de surveillance des pêches s'est tenue aux Seychelles les 5 et 6 novembre 2013. Elle rassemble des représentants des cinq Etats membres de la COI ainsi que l'équipe de coordination de cette stratégie régionale de lutte contre la pêche illégale dans le Sud Ouest de l'océan Indien. Plusieurs missions régionales ont été programmées pour les mois à venir dans la zone COI ainsi qu'en Afrique de l'Est. Avec l'appui financier de subventions smartfish récemment attribuées, des patrouilleurs des Seychelles et de Madagascar, des avions de patrouille maritime et un satellite radar sont engagés dans cette vaste campagne de surveillance. Ce dispositif est mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien grâce à un financement de l'Union Européenne.

La cellule de coordination a également fait un retour d'expérience sur les récentes patrouilles régionales effectuées au cours de ces mois d'octobre et de novembre, au cours desquelles plus de 35 navires de pêche ont été inspectés en mer et plusieurs infractions ont été reportées telles que le trafic d'ailerons de requins, la présence d'un navire illégal et la sous déclaration de captures. Enfin, la cellule de coordination régionale s'est terminée très positivement sur la mise en œuvre du système régional d'échange de données sur les activités de pêches (VMS régional) qui sera opérationnel avant mars 2014.

http://www.minorityvoice.info/2013/11/14/la-cellule-de-coordination-regionale-de-la-coi-planifie-les-operations-de-lutte-contre-la-peche-illegale-dans-le-sud-ouest-de-locean-indien/

CC

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

EN MARGE DU COLLOQUE DE LA COI: Des autotests rapides pour le dépistage du vih/sida

20 novembre, 2013



Les autotests rapides sont-ils la solution pour enrayer l'épidémie du vih/sida et détecter le virus chez des personnes qui ignorent leur séropositivité ? Ces autotests qui seront vendus en pharmacie permettront à une personne de savoir en quelques minutes si elle est porteuse du vih/sida. Ces tests de dépistage à la minute ont été à l'agenda du 12e colloque de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui a pris fin à Balaclava vendredi dernier. Ce test de dépistage à partir d'une goutte de sang s'adressent plus particulièrement aux personnes qui ne souhaitent pas se rendre aux services hospitaliers de dépistage malgré des comportements à risques. Ils seront commercialisés dès le premier trimestre 2014 en Grande-Bretagne et en France, et en l'occurrence chez nos voisins réunionnais.

Le Dr Jean-Claude Tardy, virologue français, a déclaré à ce propos qu'« il faut un contrôle car il y a le risque que les gens achètent n'importe quoi sur internet ». Il a émis des réserves au sujet de ces autotests rapides dans la mesure où l'annonce d'une séropositivité doit être faite avec précaution et psychologie. « Cela me choque, dit-il, je crains aussi qu'il y ait des pressions morales et une violence psychologique sur les gens pour faire le test dans des relations hétérosexuelles ou ailleurs. » Si en France les autotests rapides seront encadrés par des associations accréditées, en Grande-Bretagne ils seront autorisés à domicile. L'autre question soulevée par les autotests sont la formation des personnes qui réaliseront ces tests dans la communauté et le risque d'erreur d'interprétation. En outre, le résultat n'est fiable que trois mois après la contamination par le vih. Les partisans des autotests font ressortir qu'une fraction de la population ne se fait pas dépister dans le dispositif classique, dit le Dr Jean-Claude Tardy. « Ces autotests sont un supplément pour cette population, note-t-

il, le tout est de savoir si un autotest sera synonyme d'accès aux soins pour ces personnes. » Le Dr Tardy est partisan d'un test combiné vih/hépatite C/syphilis. La mise sur le marché des autotests a pour but notamment de prévenir la transmission sexuelle du vih et de favoriser l'accès aux soins selon les autorités sanitaires françaises, tout en enrayant une épidémie « cachée » qui a un effet significatif sur la dynamique de l'épidémie vih/sida selon la ministre de la Santé Marisol Touraine.

http://www.lemauricien.com/article/en-marge-du-colloque-la-coi-des-autotests-rapides-depistage-du-vihsida
AM

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

12e Colloque VIH / SIDA : Supprimer les discriminations dans les milieux de soins

19 November 2013

Le programme social du 12e Colloque VIH/SIDA qui s'est tenu du 13 au 15 novembre à Maurice a mis l'accent sur l'accès aux soins médicaux des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) en particulier celles qui consomment des drogues injectables.
En effet, les représentants des diverses associations non gouvernementales de Maurice ont signalé les pratiques discriminatives envers les PVVIH dans les milieux de soins tels que les hôpitaux et les dispensaires.

À titre d'illustration, l'association PILS a cité le cas d'une Mauricienne âgée de 37 ans, séropositive, dont la maladie s'est aggravée pour des raisons financières. Son traitement antirétroviral a été interrompu, ce qui a causé diverses complications. Ce cas a grandement interpellé les représentants des autres pays notamment sur la prise en charge du VIH/SIDA à Maurice compte tenu que plusieurs cas similaires existent dans l'île. À noter que le 13e Colloque prévu en octobre 2014 sera organisé par l'île de la Réunion.

Par ailleurs, la présentation de Sewraz Corceal, de la Harm Reduction Unit du ministère de la Santé sur la réduction des risques, a soulevé plusieurs interrogations notamment par les ONG. L'existence de lois estimées trop sévères ainsi que l'incompréhension sur le concept des réductions des risques ont été cités comme étant les points faibles de Maurice. En somme, la deuxième journée du Colloque a fait la lumière sur les points suivants : L'importance d'une prise en charge globale chez les PVVIH consommateurs de drogue.
La prévalence du VIH / SIDA parmi les homosexuels et les transgenres dans les îles de l'océan Indien ,qui selon Najeeb Fokeerbux, du Collectif

Arc-en-Ciel, sont des facteurs tels que la discrimination et la stigmatisation dont sont victimes les homosexuels et les transgenres augmentent la prévalence du VIH/SIDA parmi cette population. L'urgence d'introduire des cours d'éducation sexuelle dans les écoles primaires et secondaires. Sur ce sujet, un représentant du ministère de l'Éducation a annoncé que le projet sera mis en place en 2014.
Augmenter la fréquence des dépistages chez les travailleurs étrangers à Maurice car certains d'entre eux ont recours à la prostitution. Maurice figure parmi les 44 pays dont le permis de résidence est interdit aux personnes séropositives. Cette loi est jugée discriminatoire par certains des délégués.
Introduction de centres de santé sexuelle et reproductive afin de promouvoir une vie sexuelle épanouie. Faciliter l'accès aux médicaments dans les pays en manque de ressources. Renouvellement de l'engagement dans la lutte contre le VIH/SIDA des principaux protagonistes à l'instar de l'Onusida, PILS entre autres et les personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA. Le respect de la confidentialité dans la prise en charge médicale du VIH/SIDA.

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-actualites/item/42377-12e-colloque-vih-sida-supprimer-les-discriminations-dans-les-milieux-de-soins.html

AM

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET D'ANALYSE
L'Express DE MADAGASCAR

COLLOQUE : Polémique entre la COI et Ravane OI

19 novembre 2013

Le débat enfle entre la COI et Ravane OI. Cela, après que cette dernière a reproché à la commission son absence à un colloque VIH OI, tout en insistant pour qu'elle lui réaffirme son soutien. Répliquant, la COI a indiqué qu'elle n'est pas leur bailleur de fonds et qu'«elle ne peut soutenir des projets que pour lesquels elle parvient à trouver des financements».
La Commission de l'océan Indien (COI) a réagi vivement au communiqué de l'association Ravane OI qui fait état de l'absence de la commission à un colloque VIH OI qui s'est tenu à Balaclava du 13 au 15 novembre. «Le contenu de ce communiqué et le battage médiatique qui s'en sont suivis sont très éloignés des faits», affirme la COI dans un communiqué émis samedi 16 novembre.
Les organisateurs du colloque, Ravane océan Indien, ont notamment affirmé que «cette politique de la chaise vide»met en péril des centaines de vies. Ils font ainsi appel au président et au secrétaire général de la COI

de «réaffirmer leur soutien et de faire que les enjeux de santé régionaux demeurent une priorité dans l'océan Indien».
LEXPRESS.MU
AM

http://www.lexpressmada.com/colloque-madagascar/48244-polemique-entre-la-coi-et-ravane-oi.html

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

12ème Colloque VIH OI :

La COI n'a pas « abandonné » la lutte contre le Sida

19 novembre 2013

Un communiqué de l'association Ravane OI fait état de l'absence de la Commission de l'océan Indien à un atelier du 12ème Colloque VIH OI tenu à Balaclava du 13 au 15 novembre. Le contenu de ce communiqué et le battage médiatique qui ont suivi sont très éloignés des faits. Voici ce communiqué.

« A l'ouverture du Colloque VIH OI mercredi matin, Madame Fatoumia Bazi, Chargée de mission pour la COI, responsable du dossier Santé, a prononcé un discours au nom du Secrétaire général, Jean-Claude de l'Estrac, retenu par les travaux de la conférence de concertation avec l'Union européenne sur les financements du prochain Fonds européen de développement (FED).

Les choses ont été clairement dites : la COI soutient naturellement les actions en cour dans la région dans la lutte contre le VIH Sida. Elle a fait mention des actions menées à travers ses deux projets, URSIDA et AIRIS.

Mais il a fallu également rappeler que, contrairement à ce que pensent les animateurs de PILS/Ravane OI, la COI n'est pas leur bailleur de fonds. Elle ne peut soutenir des projets que pour lesquels elle parvient à trouver des financements.

La Banque africaine de développement, qui a soutenu jusqu'ici les projets de lutte contre le VIH Sida dans la région, et dont PILS a grandement bénéficié, a maintenant revu ses priorités et nous a indiqué sa décision récente de concentrer ses aides sur d'autres secteurs tout aussi critiques à ses yeux.
En attendant que la COI trouve un autre bailleur — ce qui n'est pas

certain —, il est exclu qu'elle finance les activités de PILS. Monsieur Ritter est parfaitement au courant de la situation.

Par ailleurs, l'absence d'un expert de la COI à l'un des ateliers techniques du colloque est parfaitement compréhensible. Le jeudi 14 novembre, le docteur Loïc Flachet, épidémiologiste et chef du projet COI, est alerté par les autorités sanitaires comoriennes d'un sérieux et urgent problème médical, probablement un virus, ayant causé la mort de trois personnes. Sachant qu'il devait impérativement tenir une téléconférence au même moment, le vendredi matin, avec les services de la Santé aux Comores, l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres spécialistes en épidémiologie de la région, le Dr Flachet a prévenu le jeudi soir les organisateurs du colloque qu'il ne pourrait être présent à l'atelier du vendredi.

Il est regrettable que Nicolas Ritter n'ait pris le soin de joindre la COI pour obtenir ces informations avant de communiquer un texte qui ne reflète en aucun cas la position de la COI. Notre position a été expliquée sans détour lors de l'ouverture du colloque et il est important à ce titre de lever une ambiguïté.

La COI n'est en aucun cas un bailleur. Elle travaille et agit sur la coopération et l'intégration régionales à partir de projets dont le financement provient de bailleurs comme l'Union européenne, la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement et de certains pays comme la France, la Chine et l'Australie.

Nous réaffirmons donc notre soutien à la lutte contre le fléau VIH Sida et rappelons aux États membres et à nos partenaires que le domaine de la santé demeure au centre de nos préoccupations dans notre mission de coopération régionale. »

AM

http://www.temoignages.re/la-coi-n-a-pas-abandonne-la-lutte-contre-le-sida,72250.html

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

12E COLLOQUE VIH OI : Carton rouge à la COI !

16 novembre, 2013

Nicolas Ritter (PILS/Ravane OI) : « Un très mauvais signal, qui nous laisse comprendre que le sida n'a pas d'importance pour ce partenaire officiel du colloque ! »



L'absence de la Commission de l'océan Indien (COI) lors d'un atelier axé sur la coopération régionale, tenu ce vendredi 15 à l'hôtel Intercontinental de Balaclava a suscité des remous au sein du comité organisateur du colloque VIH océan Indien. En effet, les membres de l'organisation de cet événement annuel, dont la COI est « un partenaire officiel », étaient « très remontés envers le manque total d'égard et l'indélicatesse dont a fait preuve la COI ! » Pour Nicolas Ritter, activiste, directeur de PILS et membre du réseau régional Ravane OI, « cette absence injustifiée est surtout, et j'espère que je me trompe, un très mauvais signal de la part de la COI, qui semble ainsi indiquer que le sida n'est pas important aux yeux de cet organisme ! »

La consternation et l'incompréhension : c'est en ces termes que Marie-Laure Veyrat, représentante de Ravane océan Indien décrit le sentiment partagé par « la trentaine de personnes, dont des médecins référents, membres du secteur privé — éventuels bailleurs de fond — et de la société civile, patients, ainsi que des représentants des gouvernements, qui étaient présentes, ce matin, et qui ont attendu, plus d'une heure durant, alors que devait se tenir l'atelier sur la coopération régionale ! » Au bout d'un peu plus d'une heure, continue Mme Veyrat, « ayant compris qu'aucun représentant de la COI ne viendrait, nous avons décidé de prendre la parole et de passer un message clair et concis ! » Ce message, poursuit Marie-Laure Veyrat, « c'est notre indignation qu'aucun membre de la COI ait daigné être présent à cet atelier, prévu depuis plusieurs mois, puisque le programme du colloque a été avalisé avec les partenaires directs depuis bien longtemps, et que nous n'ayions

eu aucun justificatif pour cette absence ! » Alors que le thème retenu, cette année, pour le colloque, était "Redynamisons la riposte", avec comme toile de fond, le manque de financement avec l'arrêt du projet AIRIS/Sida, soutenu justement par la COI, l'absence de cet organisme a inévitablement jeté un froid et l'indignation totale.

Une indignation que partage aussi Nicolas Ritter, directeur de PILS et membre également de Ravane OI : « c'est un impair impardonnable ! Cela fait des mois que le programme officiel du colloque a été approuvé et la COI n'est pas en mesure de venir dire qu'elle n'était pas au courant de la tenue de cet atelier ! » Pire, avance notre interlocuteur : « Si au moins une raison officielle avait été avancée… Mais au lieu de cela, nous sommes restés, tous les participants de l'atelier sur la coopération régionale et les organisateurs, à attendre alors que personne n'a daigné ni nous téléphoner ni nous aviser de quelque manière que ce soit que personne de la COI ne viendrait, et encore moins, pourquoi ! » Les deux activistes continuent : « il y a, comme tout le monde le sait, un problème de fonds. La COI est un partenaire officiel du colloque depuis des années et c'est grâce à eux que certains représentants de certaines îles peuvent participer à cet événement ô combien important pour l'avancement de notre lutte commune. » Lors de l'ouverture du colloque, mercredi, Nicolas Ritter devait, d'ailleurs, dans son allocution, souligner le fait que « il a fallu de peu pour que ce colloque n'ait pas lieu… Mais des fonds ont heureusement pu être débloqués, à temps. » Or, continuent nos interlocuteurs, « s'il y a un problème, il faut que la COI communique avec nous ! En gardant le silence et en s'absentant, c'est un impair diplomatique qui a été provoqué ! Parce qu'il ne s'agit pas que des représentants d'une île, mais de toutes les îles de la région ! Ce manque d'égard est un manque de respect envers toutes les îles. Et de la part de la COI, c'est très inélégant ! »
Nicolas Ritter ajoute, par ailleurs, que « cet incident est un très mauvais signal de la part de la COI ! Et, en espérant que je me trompe, l'absence de la COI vient prouver que pour elle, le sida n'est pas une maladie importante et que ses malades n'ont aucune importance. Nous sommes tout à fait d'accord que la COI a beaucoup d'autres priorités et que le sida n'est peut-être pas la plus importante. Cependant, en toute humanité et par décence, nous nous attendions à sa participation, à nos côtés, dans cette lutte, par le biais d'au moins un représentant de l'organisme à cet atelier où il devait être question, justement, d'identifier des moyens pour soutenir les actions prochaines en matière de lutte contre le sida dans la région. C'est une occasion ratée, très triste pour la COI. »
L'année prochaine, le colloque VIH & Sida OI se tiendra à l'île de la Réunion.

COMMUNIQUÉ DE RAVANE OI :« Une politique intolérable qui met en péril des vies ! »

« Nous, membres de Ravane Océan Indien, personnes infectées, affectées, concernées, engagées, impliquées au niveau de la société civile dans la riposte au VIH de l'océan Indien, constatons à l'issue de ces trois jours de colloque que : - Malgré l'essoufflement, le découragement de certains piliers de la lutte contre le VIH, la dynamique reste présente, grâce à une relève de nouvelles personnes très mobilisées ;
- Les avancées médicales, la prise en charge globale, les nouvelles stratégies de soins et de prévention permettent de croire à la fin du sida dans notre région. Nous n'allons pas revenir sur les dysfonctionnements en lien à cette riposte régionale que nous relevons dans la déclaration de Balaclava du 12 novembre 2013 (que vous pouvez retrouver en ligne sur le lien http : //chn. ge/1eOVmOw). Nous souhaitons néanmoins dénoncer une situation qui est pour nous un motif d'inquiétude majeur et inacceptable dans le contexte de ce colloque régional.
En ce troisième jour consacré aux ateliers, en lien avec la thématique « Redynamisons la riposte », un atelier axé sur la coopération régionale était programmé. Aucun représentant de la Commission de l'océan Indien, qui est un partenaire officiel du Colloque, ne s'est présenté à cet atelier tant attendu par la société civile, les soignants, les représentants des États, les patients. Dans un contexte où les ressources deviennent de plus en plus difficiles à obtenir, la COI, qui a été porteuse des deux grands projets de coopération régionale URSIDA et AIRIS, est la seule à avoir la légitimité pour porter le troisième programme régional assurant la continuité de la riposte, d'autant que la Banque africaine de développement a annoncé en janvier 2013 son accord pour le financement de ce troisième programme. Cette politique de la chaise vide qui engendre la mise en péril de centaines de vies est intolérable et nous demandons au président et au secrétaire-général de la COI de réaffirmer leur soutien et de faire que les enjeux de santé régionaux demeurent une priorité dans l'Océan Indien. »

JEAN-CLAUDE DE L'ESTRAC (COI) : « Notre représentant pris par une urgence aux Comores »

Le secrétaire général de la COI, Jean-Claude de L'Estrac, dans une déclaration au Mauricien hier soir, a estimé « malheureux que Ravane OI et Nicolas Ritter n'aient pas communiqué avec nous ». Et d'ajouter : « On leur aurait expliqué que le Dr Loïc Flachet, épidémiologiste à la COI – et qui devait être présent à l'atelier de coopération régionale –, était pris par une urgence concernant un virus qui a fait trois morts en une semaine aux Comores. » Le secrétaire général de la COI continue : « Dans la conjoncture où les autorités comoriennes, ne pouvant gérer cette affaire, ont fait appel à nous, nous avons dû tenir une téléconférence entre plusieurs partenaires, nommément l'OMS, le ministère de la Santé des Comores, l'unité de surveillance épidémiologique de la Réunion et l'institut Pasteur de Madagascar. Toutes ces personnes étaient retenues pendant plusieurs heures aujourd'hui et, parmi elles, se trouvait le Dr Flachet, ce qui fait qu'il était physiquement impossible pour lui d'être au colloque. »

M. de L'Estrac ajoute : « L'autre médecin qui aurait pu remplacer le Dr Flachet avait, lui, le pied dans le plâtre. » Le secrétaire général de la COI maintient : « Un courriel a été envoyé par nos services au comité organisateur pour les informer que le Dr Flachet n'allait pouvoir être présent à l'atelier. Maintenant, qui a réceptionné ce courriel et qu'est-ce qu'il en est advenu… Ça, c'est une autre affaire. » Jean-Claude de L'Estrac estime que « PILS et les organisateurs du colloque ont été un peu fort en envoyant ce communiqué aux médias sans se concerter avec nous avant », ajoutant aussitôt : « La COI est un partenaire régulier du colloque VIH & Sida OI depuis des années maintenant. Cette attitude n'est pas très correcte envers la COI. » Le SG avance aussi qu'il a été «très pris, cette semaine, par la conférence des organisations régionales et de l'Union Européenne. Les enjeux financiers qui vont en découler sont très importants pour les années à venir…»

COI Colloque sur le VIH/sida Hépatites émergentes et médicamenteuses chez les patients

Le Pr Stanislas Pol : « Ces pathologies sont aggravées par la malnutrition et la suralcoolisation »

Les personnes vivant avec le VIH sont exposées à des hépatites émergentes et médicamenteuses ou provoquée par une « suralcoolisation », a expliqué le Pr Stanislas Pol. Ces pathologies sont aggravées par la malnutrition. Un tiers des patients infectés par le VIH, note-t-il, ont un risque accru de diabète lié à une consommation chronique d'alcool. Deux tiers des patients ont le foie affecté par les traitements aux antirétroviraux de première génération et ceux destinés à combattre les infections opportunistes. La sévérité de ces pathologies, notamment celle de l'hépatite alcoolique, ne doivent pas être sous-estimées, affirme le Pr Pol, « même s les nouveaux médicaments sont aujourd'hui moins toxiques ». Un tiers des ex-usagers de drogues ont consommé de l'alcool associé à un traitement antirétroviral. « Le risque de suralcoolisation survient à partir d'une consommation quotidienne de plus de 40 g d'alcool et provoque à long terme une cirrhose due à des épisodes de suralcoolisation passés inaperçus », explique le Pr Pol. « Souvent on sous-estime la sévérité de cette pathologie. La biopsie est l'examen de référence mais ne peut pas être pratiquée chez tous les patients », note-t-il. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) indique que la consommation quotidienne de boisson alcoolisée ne doit pas dépasser 20 g d'alcool. Ce qui équivaut à deux verres pour la femme et trois verres pour l'homme. « En cas d'hépatite alcoolique il faut un traitement immédiat car la mortalité est de 50 % sans traitement et de 20 % avec traitement aux corticoïdes », explique le Pr Pol. Cette pathologie requiert, dit-il, une prise en charge pour éviter la récidive de suralcoolisation. « Le foie a une capacité de réparation si l'activité inflammatoire est contrôlée », explique le Pr Pol. « Il faut une prise en charge multidisciplinaire des co-morbidité et jouer la carte de la régénération sinon on va finir par une overdose ». La vitamine E a une

certaine efficacité mais ne sauve pas le patient, note-t-il. Il y a des débats autour de transplantation du foie en urgence, qui reste le meilleur traitement. La prise de médicaments et de stupéfiants simultanément est aussi toxique pour le foie. « Il y a une relation entre dose et effet », explique le Pr Pol. « La prise d'un antirétroviral des années 90-2000 associé à un antidépresseur et à un anti-infectieux représente un potentiel toxique ». Le Pr Pol recommande un arrêt immédiat du produit et son remplacement. En cas d'hépatite marquée, il préconise un monitoring des nouveaux médicaments. En cas d'hépatite C il propose une biothérapie immédiate. « La plupart des nouveaux médicaments n'ont pas de hépatoxicité en cas de co-infection VIH/ hépatite C », indique-t-il. Par ailleurs l'hépatite E émergente est fréquente, et touche 3 % à 10 % des patients atteints du VIH selon les zones géographiques. Quelque 4 % des hépatite virales aiguës chez les personnes vivant le VIH ont rapidement une évolution chronique. Autre cause de toxicité pour le foie : la phytothérapie, c'est-à-dire les compléments alimentaires à base de plantes vendus en grandes surfaces, sont potentiellement toxique pour le foie, explique le Pr Pol. « Il faut faire une étude sur ces produits et constituer un catalogue et se renseigner sur les produits qui ont été consommés pendant une durée de trois mois », recommande le conférencier.

AM

http://www.lemauricien.com/article/12e-colloque-vih-oi-carton-rouge-la-coi

*IMAZPRESS
l'image au service de l'info

12ème Colloque VIH OI : la COI n'a pas "abandonné" la lutte contre le Sida

17/11/2013

Un communiqué de l'association Ravane OI fait état de l'absence de la Commission de l'océan Indien à un atelier du 12eme Colloque VIH OI tenu à Balaclava du 13 au 15 novembre. Le contenu de ce communiqué et le battage médiatique qui en a suivi sont très éloignés des faits.
Posté par IPR il y a 23 heures



A l'ouverture du Colloque VIH OI, mercredi matin, Madame Fatoumia Bazi, Chargée de mission pour la COI, responsable du dossier Santé, a prononcé un discours, au nom du Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, retenu par les travaux de la conférence de concertation avec l'Union européenne sur les financements du prochain Fonds européen de développement (FED). Les choses ont été clairement dites : la COI soutient naturellement les actions en cour dans la région dans la lutte contre le VIH Sida. Elle a fait mention des actions menées à travers ses deux projets, URSIDA et AIRIS.

Mais il a fallu également rappeler que, contrairement à ce que pensent les animateurs de PILS/Ravane OI, la COI n'est pas leur bailleur de fonds. Elle ne peut soutenir des projets que pour lesquels elle parvient à trouver des financements.
La Banque africaine de développement qui a soutenu jusqu'ici les projets de lutte contre le VIH Sida dans la région, et dont PILS a grandement bénéficié, a maintenant revu ses priorités et nous a indiqué sa décision récente de concentrer ses aides sur d'autres secteurs tout aussi critiques à ses yeux. En attendant que la COI trouve un autre bailleur – ce qui n'est pas certain - , il est exclu qu'elle finance les activités de PILS. Monsieur Ritter est parfaitement au courant de la situation.

Par ailleurs l'absence d'un expert de la COI à l'un des ateliers techniques du colloque est parfaitement compréhensible. Le jeudi 14 novembre, le docteur Loïc Flachet, épidémiologiste et chef du projet COI, est alerté par les autorités sanitaires comoriennes d'un sérieux et urgent problème médical, probablement un virus, ayant causé la mort de trois personnes. Sachant qu'il devait impérativement tenir une téléconférence, au même moment, le vendredi matin avec les services de la Santé aux Comores, l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres spécialistes en épidémiologie de la région, le Dr Flachet a prévenu le jeudi soir les organisateurs du colloque qu'il ne pourrait être présent à l'atelier du vendredi.

Il est regrettable que Nicolas Ritter n'ait pris le soin de joindre la COI pour obtenir ces informations avant de communiquer un texte qui ne reflète en aucun cas la position de la COI. Notre position a été expliquée sans détour lors de l'ouverture du colloque et il est important à ce titre de lever une ambiguïté.
La COI n'est en aucun cas un bailleur. Elle travaille et agit sur la coopération et l'intégration régionales à partir de projets dont le financement provient de bailleurs comme l'Union européenne, la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement et de certains pays comme la France, la Chine et l'Australie.

Nous réaffirmons donc notre soutien à la lutte contre le fléau VIH Sida et rappelons aux Etats membres et à nos partenaires que le domaine de la santé demeure au centre de nos préoccupations dans notre mission de coopération régionale.

AM

http://www.ipreunion.com/courrier-des-lecteurs/reportage/2013/11/17/courrier-des-lecteurs-de-la-commission-de-l-ocean-indien,12eme-colloque-vih-oi-la-coi-n-a-pas-abandonne-la-lutte-contre-le-sida,22918.html

5plus dimanche

Polémique autour du colloque sur le VIH/sida

L'un critique, l'autre clarifie. Du 13 au 15 novembre s'est tenu, le 12e colloque sur le VIH/sida, à l'hôtel Intercontinental, à Balaclava. Si les différents intervenants, professeurs, docteurs, ONG, ont plus ou moins souligné que la lutte contre le VIH progresse, tout en affirmant qu'il reste tout de même beaucoup à faire, une polémique s'est invitée au le colloque.

Ainsi, dans un communiqué, le collectif Ravanne Océan Indien, réseau de personnes vivant avec le VIH dans l'océan Indien, en faisant référence à un important atelier axé sur la coopération régionale, a souligné qu' «aucun représentant de la Commission de l'océan Indien, qui est un partenaire officiel du colloque, ne s'est présenté à cet atelier tant attendu par la société civile, les soignants, les représentants des États et les patients».

Or, la Commission de l'océan Indien a répondu, dans un communiqué, déclarant que «l'absence d'un expert de la COI à l'un des ateliers techniques du colloque est parfaitement compréhensible», et soulignant que son chef de projet a dû faire une téléconférence urgente car il a été alerté «par les autorités sanitaires comoriennes d'un sérieux et urgent problème médical, probablement un virus, ayant causé la mort de trois personnes.

AM

Par Stephane Chinnapen

http://www.5plusltd.com/index.php?pn=default_news&news_id=12122

12ème Colloque VIH OI: la COI n'a pas "abandonné" la lutte contre le Sida

18 Novembre 2013

Un communiqué de l'association Ravane OI fait état de l'absence de la Commission de l'océan Indien à un atelier du 12eme Colloque VIH OI tenu à Balaclava du 13 au 15 novembre. Le contenu de ce communiqué et le battage médiatique qui en a suivi sont très éloignés des faits.

A l'ouverture du Colloque VIH OI, mercredi matin, Madame Fatoumia Bazi, Chargée de mission pour la COI, responsable du dossier Santé, a prononcé un discours, au nom du Secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac, retenu par les travaux de la conférence de concertation avec l'Union européenne sur les financements du prochain Fonds européen de développement (FED).

Les choses ont été clairement dites : la COI soutient naturellement les actions en cour dans la région dans la lutte contre le VIH Sida. Elle a fait mention des actions menées à travers ses deux projets, URSIDA et AIRIS.

Mais il a fallu également rappeler que, contrairement à ce que pensent les animateurs de PILS/Ravane OI, la COI n'est pas leur bailleur de fonds. Elle ne peut soutenir des projets que pour lesquels elle parvient à trouver des financements.

La Banque africaine de développement qui a soutenu jusqu'ici les projets de lutte contre le VIH Sida dans la région, et dont PILS a grandement bénéficié, a maintenant revu ses priorités et nous a indiqué sa décision récente de concentrer ses aides sur d'autres secteurs tout aussi critiques à ses yeux.

En attendant que la COI trouve un autre bailleur – ce qui n'est pas certain - , il est exclu qu'elle finance les activités de PILS. Monsieur Ritter est parfaitement au courant de la situation.

Par ailleurs l'absence d'un expert de la COI à l'un des ateliers techniques du colloque est parfaitement compréhensible.

Le jeudi 14 novembre, le docteur Loïc Flachet, épidémiologiste et chef du projet COI, est alerté par les autorités sanitaires comoriennes d'un sérieux et urgent problème médical, probablement un virus, ayant causé la mort de trois personnes. Sachant qu'il devait impérativement tenir une téléconférence, au même moment, le vendredi matin avec les services de la Santé aux Comores, l'Organisation mondiale de la Santé et d'autres spécialistes en épidémiologie de la région, le Dr Flachet a prévenu le jeudi soir les organisateurs du colloque qu'il ne pourrait être présent à l'atelier du vendredi.

Il est regrettable que Nicolas Ritter n'ait pris le soin de joindre la COI pour obtenir ces informations avant de communiquer un texte qui ne reflète en aucun cas la position de la COI. Notre position a été expliquée sans détour lors de l'ouverture du colloque et il est important à ce titre de lever une ambiguïté.

La COI n'est en aucun cas un bailleur. Elle travaille et agit sur la coopération et l'intégration régionales à partir de projets dont le financement provient de bailleurs comme l'Union européenne, la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement et de certains pays comme la France, la Chine et l'Australie.

Nous réaffirmons donc notre soutien à la lutte contre le fléau VIH Sida et rappelons aux Etats membres et à nos partenaires que le domaine de la santé demeure au centre de nos préoccupations dans notre mission de coopération régionale.

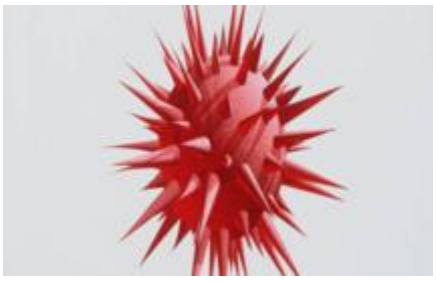
La Commission de l'océan Indien.

AM

http://www.zinfos974.com/12eme-Colloque-VIH-OI-la-COI-n-a-pas-abandonne-%E2%80%A8la-lutte-contre-le-Sida_a64341.html

Maurice : 710 séropositifs mauriciens sont morts du Sida depuis 1987

15 Novembre 2013



Le 12e colloque régional annuel VIH/Sida initié par la Commission de l'Océan Indien (COI) qui se tient de mercredi à aujourd'hui, vendredi, du côté de l'Hôtel Intercontinental de Balaclava, dans le Nord de l'île, sur le thème "*Redynamisons la riposte*", a permis d'établir quelques chiffres

réactualisés sur la maladie à Maurice. Selon la directrice des services de Santé de l'île Maurice, le virus VIH/Sida a touché 5.696 personnes séropositives de 1987 à septembre 2013.
710 d'entre elles sont décédées des suites de la maladie et de janvier à septembre 2013, 188 nouveaux cas ont été déclarés à l'île Maurice.
Toutefois, le nombre de séropositifs sur l'île serait bien plus élevé et serait évalué à environ 10.700, soit plus de 5.000 personnes qui ignorent avoir contracté le virus du VIH/Sida.
La prévalence chez les toxicomanes est de 51%, 23,7% dans le monde de la prostitution et 20% au sein de la communauté homosexuelle masculine, comme le relate le journal *Le Défi Quotidien*.
Pour rappel, 125 représentants des pays membres de la COI venus notamment de Madagascar, de la Réunion, des Comores, des Seychelles ainsi que de Maurice et assistés de médecins spécialistes étrangers passent au crible les dernières informations médicales et épidémiologiques sur la maladie lors de ce 12e colloque régional annuel VIH/Sida.
AM

http://www.indian-ocean-times.com/Maurice-710-seropositifs-mauriciens-sont-morts-du-Sida-depuis-1987_a2539.html

L'express du 18 novembre 2013



PAGE 4 • l'express du lundi 18 novembre 2013 • www.lexp

Actualité

«La COI n'est pas le bailleur de fonds de PILS/Ravane OI»

LA Commission de l'océan Indien (COI) a réagi vivement au communiqué de l'association Ravane OI qui fait état de l'absence de la commission à un colloque VIH/Sida océan Indien. *«Le contenu de ce communiqué et le battage médiatique qui en ont suivi sont très éloignés des faits»*, affirme la COI, dans un communiqué qu'il a émis à son tour hier.

Les organisateurs du colloque, Ravane océan Indien, avaient estimé que la COI est *«la seule à avoir la légitimité pour porter le troisième programme régional assurant la continuité de la riposte, d'autant plus que la Banque africaine de développement* (BAD) *a annoncé en janvier 2013 son accord pour le financement de ce troisième programme»*. Ses membres pensent que *«cette politique de la chaise vide»* met en péril des centaines de vies. Ils font ainsi appel au président et au secrétaire général de la COI de *«réaffirmer leur soutien et de faire que les enjeux de santé régionaux demeurent une priorité dans l'océan Indien»*.

À cela, la COI réplique que *«contrairement à ce que pensent les animateurs de PILS/Ravane OI, la COI n'est pas leur bailleur de fonds. Elle ne peut soutenir des projets que pour lesquels elle parvient à trouver des financements»*.

La commission précise que la BAD, qui a soutenu jusqu'ici les projets de lutte contre le VIH Sida dans la région *«et dont PILS a grandement bénéficié»*, a maintenant revu ses priorités. La BAD a indiqué sa décision de concentrer ses aides sur d'autres secteurs tout aussi critiques à ses yeux.

En attendant que la COI trouve un autre bailleur – ce qui n'est pas certain – il est exclu qu'elle finance les activités de PILS, conclut le communiqué de la COI.

AM

Piraterie maritime

Afriquinfos
L'actualité africaine à la minute...

Piraterie : L'exercice naval régional CUTLASS EXPRESS 2013 se poursuit en haute mer

Après une semaine de travaux théoriques, l'exercice naval régional "CUTLASS EXPRESS 2013" auquel prennent part 13 pays engagés dans la

lutte contre piraterie maritime se poursuit en haute mer avec des simulations d' assauts contre un navire pris par les pirates.
18 novembre 2013



Sous la supervision de la marine américaine, le second volet de l'exercice naval régional a mobilisé une importante logistique. Hormis la multitude de vedettes rapides de la marine djiboutienne, des navires de guerre de la flotte européenne stationnée à Djibouti ont été réquisitionnés, comme le bâtiment britannique "Lyme Bay".

La trentaine de marins de la région participant à cet exercice avaient pour objectif de libérer un navire capturé par des pirates en l'occurrence le "Lyme Bay".

Cette mise en situation a nécessité pour ces marins une certaine coordination et une coopération mutuelle mais aussi un vé ritable esprit d'équipe.

C'est sans accroc que les nombreux acteurs régionaux de l' exercice naval marins ont démontré leur savoir-faire.

Ils ont pris d'assaut le bâtiment britannique "Lyme bay", censé tomber entre les griffes des pirates, et ce, sous les regards des formateurs américains qui ont apprécié le déploiement de l'assaut, la capture des pirates et la sécurisation des lieux.

Compte tenu de sa dimension régionale, cette manoeuvre militaire se déroule conjointement dans trois pays de la région dont la Tanzanie, les Seychelles et Djibouti. Elle répond au souci des gouvernements des pays hôtes de rendre la zone maritime plus sure.

http://www.afriquinfos.com/articles/2013/11/18/piraterie-lexercice-naval-regional-cutlass-express-2013-poursuit-haute-236829.asp

Témoignages
JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

Réunion FAO/OMS en vue de la conférence internationale sur la nutrition de 2014

Une vision partagée pour mettre en action les politiques de lutte contre la malnutrition

19 novembre 2013

Des experts et des représentants du monde entier réunis au siège de la FAO à Rome ont indiqué qu'il fallait à la fois une impulsion politique internationale et des solutions pratiques adaptées en fonction des pays pour affronter les problèmes liés à la nutrition qui affligent plus de la moitié de l'humanité. Voici la conclusion de ces débats qui se sont déroulés du 13 au 15 novembre.



Une production agricole et une alimentation diversifiées contribuent à une meilleure nutrition.

« Une vision commune est essentielle pour garantir et renforcer la coopération et la solidarité internationales autour des questions de nutrition, et veiller à accorder la priorité à la nutrition sur l'agenda international du développement et au-delà. Mais une vision commune ne signifie pas une vision uniforme », a souligné le Sous-Directeur général de la FAO Jomo Sundaram. Le commentaire de M. Jomo s'est fait l'écho d'appels lancés précédemment d'être plus attentifs aux informations provenant des communautés du monde entier pour étayer la formulation de politiques. Quelque 300 personnes ont pris part à la réunion technique,

organisée conjointement par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en préparation de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) qui se tiendra du 19 au 21 novembre 2014. La CIN2 s'attaquera à la persistance des niveaux élevés de malnutrition en traduisant l'élan politique en politiques et programmes d'amélioration de la nutrition, en particulier dans les pays en développement. *« Je crois que nous convenons tous que cette réunion a apporté des éléments précieux, mais il faut approfondir les connaissances et les expériences qui doivent faire partie des bases techniques de la CIN2 »,* a déclaré M. Hans Troedsson, Directeur exécutif du Bureau du Directeur général de l'OMS, en ajoutant que les consultations se poursuivraient avec les pays.

Durant la réunion de trois jours, les experts ont examiné les politiques agricoles, alimentaires et nutritionnelles depuis la première Conférence internationale sur la nutrition de 1992, et partagé des expériences réussies de politiques et programmes d'amélioration de la nutrition dans divers pays. Les études de cas ont mis en lumière, notamment, l'importance de politiques avisées prenant en compte de manière explicite l'insertion sociale, l'équité, les femmes et les enfants, et intégrant la nutrition à travers divers secteurs. Elles ont en outre fait ressortir l'importance des partenariats, de la communication et de l'appui des gouvernements.
Les experts ont échangé des informations sur les tendances de malnutrition, du retard de croissance à l'obésité ; les tendances de l'offre, de la qualité et de l'innocuité des aliments ; et l'influence de questions comme la durabilité, les gaspillages alimentaires, le commerce international et les mesures de protection sociales liées à la nutrition.

Persistance de taux élevés de malnutrition malgré le recul de la faim

M. Jomo a fait remarquer que si les formes les plus extrêmes et chroniques de faim ont régressé à l'échelle mondiale, 842 millions de personnes se couchent encore le ventre vide et deux milliards souffrent de carences en micronutriments. Chaque année, quelque 7 millions d'enfants meurent avant leur 5ème anniversaire, dont 45 pour cent des suites de problèmes nutritionnels, et 162 millions d'enfants de moins de cinq ans sont victimes de retards de croissance, alors que plus de 500 millions de personnes sont obèses.

Élargir la perspective de la nutrition

Les orateurs ont examiné la nécessité de considérer la nutrition comme but à part entière dans divers secteurs, et non pas seulement dans la production vivrière, la commercialisation et la consommation. Certains ont préconisé des infrastructures et des services de protection sociale mieux ciblés sur les populations les plus vulnérables -notamment les femmes,

dont les lourdes charges de travail pourraient avoir une incidence négative sur la nutrition des familles. De nombreux participants ont convenu de la nécessité d'une information du public et d'une éducation des communautés pour aider les familles et les petits producteurs agricoles à mieux comprendre le rôle joué par une diversification de la production vivrière et de l'alimentation dans une meilleure nutrition. Parmi les autres points qui se sont dégagés de la réunion figuraient la nécessité de renforcer les capacités institutionnelles et la coordination entre les secteurs ; le besoin de meilleures données pour améliorer l'élaboration des politiques ; l'importance de politiques favorisant plutôt qu'entravant des solutions viables ; et l'importance d'expérimenter des solutions différentes aux niveaux locaux et nationaux.

http://www.temoignages.re/une-vision-partagee-pour-mettre-en-action-les-politiques-de-lutte-contre-la-malnutrition,72251.html

Alwatwan du 21/11/2013

Agriculture : expositions sur l'agro-écologie, l'agriculture durable et la biodiversité

21 novembre 2013



Le ministère de la Production, de l'énergie, de l'industrie et de l'artisanat et le Cirad, maitre du projet, organisent, en collaboration avec la Commission de l'océan Indien, une exposition conciliant agronomie et écologie dans l'océan Indien, du 20 au 23 novembre à l'Alliance franco-comorienne de Moroni.

A cette occasion, un concours ouvert aux élèves des classes de la quatrième à la terminale, est organisé depuis hier, dans les locaux de l'Afc de Moroni et dans la région de Hambu, sur le thème de l'agriculture et la biodiversité.

L'opération est conduite par Christiane Grimault, membre de l'association France-Volontaires travaillant au centre de recherches en agronomie de la Réunion, avec l'appui du Fonds international de développement agricole (Fida) et de l'association Ngo'shawo. Les lauréats du concours se verront récompensés de nombreux lots de cadeaux et d'une sortie pédagogique.

Par ailleurs, une projection de films est également programmée pour vendredi prochain et le 29 novembre à l'Alliance franco-comorienne. Selon le calendrier, une conférence sur «les Comores face aux changements climatiques, impact sur l'agriculture et l'environnement» sera tenue le mercredi 27 novembre et aura comme intervenants Allaouddine Abou Houmadi, enseignant en écologie végétale à l'Université des Comores, et Houssoyni Housseni Madi, spécialiste en valorisation des ressources naturelles à la direction générale de l'environnement.

Il y aura aussi une autre conférence dont le thème est «la nature comme modèle», puis interviendra une activité de formation de douze enseignants de Science de la vie et de la terre (S.v.t) des classes de 6eme et 5ème des collèges, à travers un atelier pédagogique sur la biodiversité intitulé «Ndo uyelewa owulanga» à l'école française, mercredi, jeudi et vendredi.

Il y aura aussi une autre conférence dont le thème est «la nature comme modèle», puis interviendra une activité de formation de douze enseignants de Science de la vie et de la terre (S.v.t) des classes de 6eme et 5ème des collèges, à travers un atelier pédagogique sur la biodiversité intitulé «Ndo uyelewa owulanga» à l'école française, mercredi, jeudi et vendredi.

L'évènement sera clôturé le 30 novembre à Ngazidja et se poursuivra à Ndzuwani avant Mowali à partir du 9 janvier 2014. Un site web (www.bio-agri.org) est disponible pour plus d'information sur l'évènement.

Soumael Rosemine,
stagiaire

Tweeter

Environnement

Gazette des Comores

« La biodiversité indispensable pour la vie »

Like 0 Tweet 0 Pin it Share

Dans le cadre de son programme de recherche, l'Université des Comores organise des conférences en partenariat avec l'Ambassade de France, l'IRD et l'Alliance Française de Moroni. Mercredi dernier, ils ont reçu Jean Patrick Le Duc, professeur en biodiversité.



Mme Rabia Lacoste introduisant la conférence du professeur Jean Patrick Le Duc sur la biodiversité

La biodiversité est devenue un enjeu majeur pour la planète. Dans ce cadre, l'Université des Comores a reçu la visite de Jean Patrick Le Duc, directeur des relations européennes et internationales du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Il dirige depuis 2002 la délégation française au sein de la commission scientifique de la Convention sur la diversité biologique et a participé à de très nombreuses négociations internationales dans le domaine de la biodiversité.

« La biodiversité est essentielle, indispensable et cruciale », affirme Jean Patrick Le Duc. Il a montré que la biodiversité regroupe plus de 14 millions d'espèces connues et que 40% de l'économie mondiale dépend de la biodiversité. « Il y a eu un changement brusque sur la biodiversité dans le monde entier », constate-t-il. Il a parlé de l'effondrement de la pêche marine, des espèces menacées, des phénomènes de destruction, de la destruction des récifs coralliens et également de la dégradation des services de régulations.

Dans notre pays, Jean Patrick Le Duc reconnaît qu'il y a des équipes pluridisciplinaires. Il recommande de donner un poids sur la nature politique, de réviser la stratégie nationale de la biodiversité et la mettre en œuvre, de soutenir le développement de la recherche scientifique et de prendre en compte la valeur économique de la biodiversité. « Aux Comores, la biodiversité commence à se développer et c'est pourquoi l'Etat doit l'appuyer pour être au même niveau que les autres pays », avance Jean Patrick Le Duc.

De son côté, le président de l'Université des Comores reste convaincu que ce genre de conférences permettra aux étudiants et enseignants d'approfondir leurs connaissances. « Cette conférence va permettre aux étudiants de renforcer leurs capacités scientifiques et nouer des échanges de renommée mondiale », indique Rachadi Ibrahim. Pour Thaouban, doyen de la faculté des sciences, cette conférence vient à point nommé au moment où nous préparons la mise en place d'un Master en biodiversité à Mohéli. « Nous avons eu des discussions avec le conférencier et les enseignants et on espère ouvrir le master dans les meilleurs délais », martèle Thaouban. Dans la conférence, Jean Patrick Le Duc compte accompagner l'Université des Comores dans l'ouverture du Master 1 en biodiversité. L'arrivée à Moroni de ce professeur a été facilitée et préparée par Mme Rabia Lacoste, dans le cadre du programme de recherche scientifique du département de coopération internationale de l'université des Comores.

Mohamed Youssouf

LeDEFIMEDIAGROUP www.defimedia.info

20 November 2013

« L'éducation à Maurice : Chances égales pour tous ? » : Mieux comprendre l'échec scolaire



Les intervenants lors de ce débat étaient : Jean-Claude de l'Estrac, Steven Obeegadoo et Gilberte Chung du (BEC).

Les forces et les faiblesses du système éducatif ont été au centre des débats à l'Institut Cardinal Jean Margéot (ICJM), mardi soir. Le dossier du moment, à savoir le Nine-Year Schooling, mais également le manque d'équité à l'accès à l'éducation ont retenu l'attention. Les intervenants se sont, tour à tour, exprimés sur le thème : « L'éducation à Maurice : Chances égales pour tous ? »

L'échec scolaire et ses origines interpellent. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Tous les ans, sur 100 enfants qui entrent au primaire, seuls 80 parviendront à obtenir un Certificate of Primary Education (CPE). 60 d'entre eux réussiront leur Form III, une quarantaine leur School Certificate (SC) et seuls 20 à 30 collégiens parviendront au Higher School Certificate (HSC).

La directrice du Bureau de l'Éducation Catholique (BEC), Gilberte Chung, s'interroge sur les raisons. « Est-ce un problème de potentiel, d'intelligence ou le système éducatif est-il le problème». Elle s'est aussi demandée si nous avions une pédagogie adaptée aux besoins de chaque enfant.

Comme solution, elle affirme que les adultes doivent assumer leurs responsabilités et se donner les moyens nécessaires pour le développement intégral de l'enfant. Elle s'est aussi appesantie sur le fait que l'Éducation ne doit pas se retrouver sous la responsabilité de politiciens. « Le système éducatif ne devrait pas être sous la responsabilité du gouvernement ou d'un parti politique. On nous fait des annonces, un pas en avant et deux pas en arrière et on tourne en rond. Les partis politiques doivent se mettre ensemble et arriver à une seule et même proposition… »

Les propositions en attente

– Gilberte Chung n'est pas contre le principe du Nine-year schooling. Cependant, elle dit attendre les propositions avant de se prononcer.
– Jean-Claude de l'Estrac :« Ni le Nine-year schooling, ni l'abolition du CPE n'auront un impact véritable sur le fond du problème de l'échec scolaire. »
– Pour Steven Obeegadoo, le Nine-year schooling mérite des éclaircissements. D'ailleurs, il a rappelé que les trois questions posées à ce sujet restent sans réponse. « Quel projet, quand et comment ? Nous sommes à un an, un an et demi des élections, je n'ai jamais entendu quelqu'un qui ose entreprendre un grand projet éducatif avant les élections. Je m'attends à plus de sérieux des autorités… » Il a aussi qualifié le CPE comme un 'abattoir'.

Jean-Claude de l'Estrac : « Tout se joue entre 3 et 5 ans »

Pour Jean-Claude de l'Estrac, le problème se situe à l'accès au préscolaire. Il est catégorique : il n'y a pas de chances égales pour tous les enfants mauriciens. « Le principal problème se pose au niveau de la petite enfance. À partir du moment où les enfants ont accès au primaire, nous prétendons que nos enfants ont des chances égales. À 5 ans, c'est déjà trop tard. Tout se joue entre 3 et 5 ans. » De plus, ajoute-t-il, si les inégalités sociales économiques ne sont pas prises en compte avant 5 ans, c'est déjà trop tard et cela se reflète dans l'échec scolaire. Jean-Claude de l'Estrac maintient qu'il faudrait investir auprès des familles éclatées, démunies, difficiles. « La République doit entrer en jeu et offrir des moyens d'encadrement, de soutien à ces familles… »

L'ancien politicien a dit son inquiétude en voyant qu'il y a une volonté de laisser les choses telles quelles. « En 1992, le ministère de l'Éducation m'avait été proposé par le Premier ministre Jugnauith. Avant de répondre à la proposition, j'ai pris conseil et on m'a fait comprendre que je n'allais pas réussir, si l'encadrement du ministère demeure le même… »

Pour aller plus loin, il faudrait éliminer le lobby qui est peut-être le principal frein au niveau politique. « Il ne faut pas se voiler la face. Les élites ont tendance à se reproduire et à limiter la compétition entre elles. Elles ne sont pas prêtes au partage. L'école de la République n'offre pas de chances égales à tous ses enfants.»

Soutien de SAJ et de Bérenger

Steven Obeegadoo a fait ressortir que tout ministre a besoin du soutien de son gouvernement pour avancer. « En 2000-2005, le progrès et la réforme dans l'éducation ont réussi grâce au tandem SAJ et Paul Bérenger qui nous a soutenu… »

L'éloge d'Obeegadoo à Pillay

Bien que Kadress Pillay, ancien ministre de l'éducation soit absent au débat auquel il était invité, Steven Obeegadoo a salué son plan de réforme. « Kadress Pillay est un des plus grands visionnaires. En 1998, il est venu avec un projet de Nine-year schooling très ambitieux, où l'opposition était à 85% d'accord. C'était une occasion historique d'apporter une réforme à l'éducation, mais le lobby politique à l'intérieur du gouvernement ne l'a pas voulu… »

Steven Obeegadoo : « La technologie ne va pas résoudre les problèmes… »

En tant qu'ancien ministre de l'Éducation, Steven Obeegadoo, avance que toutes les réformes dans ce secteur comporteront des difficultés. Il soutient que cela concerne les enfants et que tout changement fait peur. Il faut ainsi selon lui, prendre en considération l'opinion des parents, du personnel enseignant et de ceux qui mettent en application ces changements. Évoquant la scolarité, il précise qu'il est important de rechercher ceux qui ne s'y trouvent pas.
Au primaire, 2% ne s'y trouvent pas, alors que l'éducation est obligatoire, il faut donc aller les chercher. La langue comme médium d'enseignement est aussi un facteur important. Le taux d'échec scolaire et le problème persisteront tant que la langue maternelle ne sera pas reconnue. « Ce n'est pas la technologie (tablette, White Board) qui offre certes des produits de qualité qui viendra résoudre les problèmes, mais l'encadrement pédagogique et le programme d'études. »

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-actualites/item/42431-l-education-a-maurice-chances-egales-pour-tous-mieux-comprendre-l-echec-scolaire.html

Bande dessinée • Junior N° 159 du jeudi 14 novembre 2013 • page 6

Saison 2, épisode 1

DILANS à Madagascar s'intéresse aux catastrophes naturelles

Dessinateur : Thierry Permal

D'après une histoire de : Tiana Ny Irina Rabemantsoa



Elle est en classe de 8e à Ifanadiana, dans l'ouest de Madagascar

comprendre

Catastrophe naturelle

C'est un événement brutal produit par la nature : cyclone, tremblement de terre, tsunami, éruption volcanique... Ces colères de la Terre font souvent beaucoup de morts et d'énormes dégâts. On ne peut pas les empêcher mais on peut s'en protéger en suivant les conseils de DILANS. Le typhon survenu aux Philippines (lire pages 4 et 5) est une catastrophe naturelle.

Extrait du « Grand voyage de DILANS », une BD sur le thème du développement durable écrite par des enfants de 6 îles de l'océan Indien. Reproduit avec l'aimable autorisation de la Commission de l'océan Indien (projet ISLANDS)

Bande dessinée

Saison 2, épisode 2

DILANS à Madagascar s'intéresse aux catastrophes naturelles

Dessinateur : Thierry Permal

D'après une histoire de : Tiana Ny Irina Rabemantsoa



Elle est en classe de 8e à Ifanadiana dans l'ouest de Madagascar



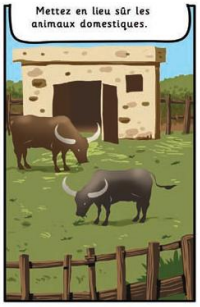


comprendre

Catastrophe naturelle

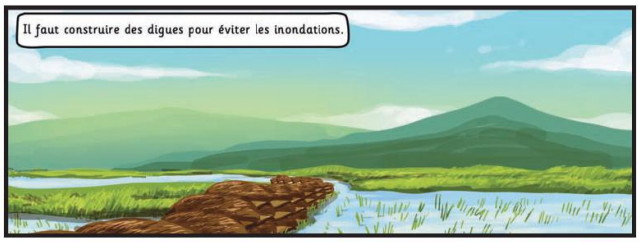
C'est un événement brutal produit par la nature : cyclone, tremblement de terre, tsunami, éruption volcanique… Ces colères de la Terre font souvent beaucoup de morts et d'énormes dégâts. On ne peut pas les empêcher mais on peut s'en protéger en suivant les conseils de DILANS. Le typhon survenu aux Philippines il y a 2 semaines est une catastrophe naturelle.

















Extrait du « Grand voyage de DILANS », une BD sur le thème du développement durable écrite par des enfants de 6 îles de l'océan Indien. Reproduit avec l'aimable autorisation de la Commission de l'océan Indien (projet ISLANDS)

Jeudi prochain direction La Réunion